

LE PEUPLE BRETON

3^f
Mensuel

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

N° 161
AVRIL 1977

MUNICIPALES : les chiffres de l'UDB

SOPROMER : l'échec

CENTRALE NUCLEAIRE :

**COMMENT EDF MANIPULE
L'OPINION**





**IMPRIMERIE CORNOUAILLAISE
QUIMPER**
devis sur simple demande
tél. 98/90 31 58

CAFE DES MOUETTES
GUINNESS A LA PRESSION
—
PORT DE COMMERCE
BREST
Tél. 44-33-21

CLASSIQUE
VARIÉTÉS
POP
JAZZ
FOLK

Votre disquaire à BREST :

disco

39, rue Jean-Jaurès — BREST

DISQUES BRETONS ET CELTIQUES

**BREIZH
BAR**
•
Crêperie
PLOUDALMEZEAU



G. GUISNEL
DOUANE - TRANSIT
DÉMÉNAGEMENT
46, boulevard de la République
Tél. 56.54.13 - 35400 SAINT-MALO

iroise-décor

B. LEPROHON / 31, RUE INKERMANN / 29200 BREST
Tél. 02.00.33

PEINTURE — PAPIERS PEINTS — TISSUS MURAUX
AMÉNAGEMENT D'INTERIEURS — MOQUETTE

Anaoud a rit Beg-ar-fri e-Bro-Dreger?
(kumun Gwimaeg)

Diduit ho vakansou
e ostaleri ar Prajou
(kambrou gand arrebouri,
butagaz, strinkadennou-dour).
Traezhenn ar Vilin-izellan
da 400 m.
Gwimaeg: 6 km a ood
hep bili-raz na hent-braz-aod.
Skrivit da:

Connaissez-vous
Beg-ar-fri
dans le Trégor?
(commune de Guimaec).
Passez vos vacances
à l'Hôtel du Prajou
(chambres meublées,
butagaz, douches).
Plage de Mlin-izellan
à 400 m.
Guimaec: 6 km de côte
sans béton
ni route de corniche.
Ecrivez à:

Mme Gaouyer, 23 rue Jacques-Louet, 76600 Le Havre

KABIGS, CABANS, MARINIÈRES,
DUFFLE-COATS, VESTES 3/4, MANTEAUX,
POUR DAMES, HOMMES & ENFANTS
GRANDE TAILLE A LA DEMANDE

BREIZH KABIGS

MAISON Y. LE MEUR
247, rue J.-Jaurès - BREST

PRIX — QUALITE — CHOIX

Tél. 02.26.69

BAR
la Belle étoile
†
56 sené



pâtisserie
L'hermine
a. le long
9, place BIR-hakeim 56 Vannes

Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

IL FAUT UNE VOIX...

La considérable percée des listes et des candidats U.D.B. aux dernières élections municipales est la meilleure récompense de nos militants. L'appui — massif — de nos compatriotes paye nos camarades de bien des soirées et des nuits de veille... Le peuple breton se réveille.

A ce peuple, il faut une voix. Cette voix, c'est votre journal, le P.B. — ancien de 13 ans et d'une qualité qui étonne souvent les professionnels (rappelons-nous encore une fois qu'aucun d'entre nous ne touche le moindre salaire ?). Ce journal que vous appréciez chaque mois manque des plus élémentaires moyens financiers pour accroître son tirage et son nombre de pages. Vous pouvez l'aider. Comment ? En abonnant vos amis et vos connaissances. En donnant — à la mesure de vos moyens — à cette souscription. Ensemble, avec passion et réalisme, nous devons faire du P.B. le mensuel de combat dont notre peuple a besoin. Nous comptons sur votre appui et cet espoir n'est pas vain. Il y a quelques mois, nous faisions le pari que votre soutien nous apporterait le montant d'un numéro du

« LE PEUPLE BRETON »

Mensuel

Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX

ABONNEMENTS

Ordinaire : 30 F

De soutien : à partir de 50 F

Etranger : 40 F

Etranger (par avion) : 55 F

C.C.P. 2 365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

Composition mécanique — Lorient
Imprimerie Cornouaillaise — Quimper
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41 387
Tirage : 9 500 ex. — Dépôt légal : 2° trim.
Directeur de la publication : R. Leprohon

P.B. (nouvelle formule). Ce pari est gagné. Alors, tous ensemble, nous allons tenter un autre pari : en 1977, fournir au P.B., l'équivalent de deux numéros du P.B. Une fois encore, nous comptons sur nos lecteurs.

12° LISTE

J.P. Mahé, Nantes	10,00 F
J.Y. Ihuel, Anglet (64)	5,00 F
Anonyme, Angleterre	4,00 F
Y.B., Vannes	20,00 F
H.P., Hongrie	15,00 F
J. Le Touze, Moëlan	20,00 F
L.A. Pleherel	20,00 F
Jean Peron, Brec'h	20,00 F
J. Giovanelli, Inzinzac,	
Bravo pour la qualité	
du journal	15,00 F
M.C., Vannes	30,00 F
N.G., Paris	20,00 F
Albert Beaudet,	
St-Quay-Portrieux	70,00 F
R.L., Nantes	20,00 F
J.L., Paris	70,00 F
Michel Briand, Rennes	10,00 F
L.M. Saint-Brieuc	20,00 F
C. Louer, Nantes	20,00 F
M.L.B., Concarneau	20,00 F
A.M. et B.L.M., St-Herblain,	
Bon courage	30,00 F
M. Illiaquer, Le Havre (76)	20,00 F
Yves Josse, Rennes, Bravo	
pour votre travail	50,00 F
R.B., Meriadec	20,00 F
Patrick Le Marcis,	
Rueil-Malmaison (92)	21,67 F
R.B., Fos-sur-Mer (13)	20,00 F
A.L.B., Montpellier (34)	20,00 F
C.L. et S.L., Bro-c'hall	20,00 F
Anonyme, Thouare-sur-Loire	20,00 F
Alan Coraud, Nantes	40,00 F
R.B., Grigny (91)	50,00 F
M.T.J., Parame	20,00 F
M.R., Lorient	20,00 F
Anonyme, Paris	20,00 F
J.Brobant, Squiffiec	100,00 F
G.J., Nantes	20,00 F
Anonyme, Pour la qualité du	
P.B. dont devraient s'inspirer	
beaucoup de journalistes ..	150,00 F
P.V., Massy (91)	20,00 F
Mikaël Briant, Perros	23,00 F
Le Lann, Skoazell Vreizh,	
Brest	10,00 F
G. Celton, Skoazell Vreizh	
Brest	20,00 F
M.M., Brest	20,00 F
Anonymes, Nantes	3,00 F
J. Neveu, Nantes	10,00 F
Anonyme, Moréac	7,00 F
C.P., Châteaulin	20,00 F
Rose Jégo, Lorient	20,00 F
Total de la 12° liste	1 203,67 F
Report	
des listes précédentes	12 604,32 F
TOTAL	13 807,99 F

BAR LES FAUVETTES

Guiness à la pression
SOIRÉES CABARET
Salle pour réunion

Rue Consell BREST 44.46.67

SOMMAIRE

DOCUMENT

LE PLAN DE L'E.D.F.
POUR IMPOSER
SES CENTRALES
NUCLÉAIRES 4

SOPROMER :
LES RAISONS
D'UN ÉCHEC 7

UNE BONNE LEÇON
POUR CHRISTIAN
BONNET 8

« L'AFFAIRE MORVANNOU » 9

VU DE BRETAGNE 11

LE PROBLÈME BRETON
DE BREST A NANTES .. 12

LES RÉSULTATS
DE L'UNION
DÉMOCRATIQUE
BRETONNE 14

INTERNATIONAL :
TIMOR ORIENTAL 16

VERS UN FRONT CULTUREL
PROGRESSISTE 18

LA MORT D'UN PROF'
DE BRETON 19

FESTOU-NOS 19

CHRONIQUE LITTÉRAIRE ... 20

CONSTRUIRE
EN BRETAGNE 21

COURRIER
DES LECTEURS 22

ÉDITORIAL 24

NUCLEAIRE:

COMMENT EDF
MANIPULE L'OPINION

Manque de conclusions concernant les expérimentations, manque d'assurances concernant les nuisances, non-application à l'industrialisation de la Bretagne : ce sont les trois reproches fondamentaux qu'on peut opposer à l'implantation des centrales nucléaires. E.D.F., qui en est parfaitement conscient, a cependant pour mission d'appliquer le programme gouvernemental prévu. Et elle ne lésine pas sur les moyens. Nous publions ici des extraits d'un rapport du « Service Central des relations publiques » d'E.D.F., rédigé en janvier 1976, mais qui reste pleinement applicable aujourd'hui. E.D.F. y dévoile, purement et simplement, son plan de propagande : il faut dire qu'il n'est pas rassurant. Dans les extraits de ce rapport interne, publié intégralement par l'agence de presse écologique APRE/Hebdo, de Montargis, les intertitres sont du Peuple Breton, et les passages soulignés le sont par nous.

LES CIBLES VISEES

Tant que durera la période de répit relatif dans laquelle le débat nucléaire est entré sur le plan national, il paraît préférable d'éviter les actions d'information directe et généralisée du public, qui, dénoncées comme une provocation par des opposants n'ayant rien perdu de leur agressivité potentielle, leur donneraient l'occasion favorable de faire rebondir la controverse sur le plan émotionnel, et de la replacer sur le devant de la scène de l'actualité.

Mais comment, pour les foules plus enclines à ressentir qu'à raisonner, effacer cette caricature de l'homme du nucléaire aussi certain de son infaillibilité technique qu'insensible aux aspirations naturelles des hommes ? Qui se chargera de faire entendre ses battements de cœur ?

La période de l'hydraulique avait inspiré quelques auteurs mais le nucléaire n'a encore rencontré que les héritiers de la géométrie.

Dans le genre mineur, le feuilleton télévisé a bien apporté sa note de sensibilité facile et s'apprête à le refaire : « Le canard noir » sera tourné et programmé en 1976 sur le thème de l'enfant à la recherche de son père, responsable d'un chantier nucléaire.

Mais aucun auteur important parmi ceux qui entraînent leur époque n'a encore jeté un regard chaleureux sur ceux qui, pour une bonne part, sont à la source de l'émancipation de leurs contemporains.

Les actions d'information en profondeur dans les milieux démultiplicateurs d'opinions auxquels le public accorde à plus ou moins juste titre une certaine compétence pour parler du nucléaire ou de ses effets, sont à poursuivre de manière sereine et opiniâtre dans la mesure où

ils ne présentent pas le même risque de relance passionnelle de la controverse que l'action directe sur le grand public.

Ces milieux sont principalement les journalistes, le corps enseignant, les médecins et les ingénieurs.

Journalistes : il ne peut y avoir d'actions convenant à tous les journalistes. Certains d'entre eux, en petit nombre, qui ont suivi et approfondi le dossier nucléaire en 1975, doivent être de plus en plus considérés par les techniciens spécialisés de l'Etablissement comme des partenaires avertis et importants avec lesquels il y a lieu d'entretenir des rapports individuels loyaux et fréquents. D'autres journalistes, plus nombreux mais moins connus, pour lesquels l'énergie nucléaire ne représente qu'une rubrique parmi d'autres, restent ouverts à une information très générale sur ce sujet : pour ceux-là il pourrait être organisé des sessions d'information analogues à celle qui a réuni en 1975 des journalistes de l'Est de la France.

Corps enseignant : le corps enseignant reste dans son ensemble très attaché à la rigueur factuelle de ses instruments pédagogiques. Cependant, il fournit une bonne part des militants pour lesquels l'information sur l'énergie nucléaire n'est objective que si elle en dénonce les inconvénients. Il importe donc d'être particulièrement attentif à la rédaction des documents pour les enseignants afin d'éviter au maximum les réactions de rejets contre la « propagande » d'E.D.F.

L'information du corps enseignant porte principalement sur les professeurs du secondaire de géographie et d'économie (brochure et diapositives sur le nucléaire) et de physique (sessions de recyclage). Une nouvelle action d'information des instituteurs doit également se développer en 1976.

Médecins : pour les médecins, l'information n'a de valeur sur le plan professionnel que si elle émane de confrères. Les documents préparés à leur intention sur les conséquences somatiques de l'énergie nucléaire pour l'homme ne peuvent donc émaner que du Comité médical d'E.D.F. ou passer par la presse médicale.

L'action principale auprès des médecins, pharmaciens et vétérinaires consistera, en 1976, dans l'envoi à plus de 30 000 d'entre eux de la brochure préparée à leur intention par le Comité médical d'E.D.F. et la Direction de l'Équipement.

Ingénieurs : les associations d'ingénieurs pourraient être beaucoup plus intéressées au problème nucléaire, aussi bien par l'intervention de cadres d'E.D.F., membres de ces associations, que par des insertions dans des bulletins d'écoles.

Groupements et associations : En plus des actions diverses menées sous le label de l'Etablissement, celui-ci devrait favoriser davantage les initiatives ou prises de position de groupements ou personnalités dont les témoignages apporteraient la démonstration que les objectifs nucléaires ne sont pas seulement ceux d'E.D.F. mais répondent aux moindres risques à une nécessité essentielle de la collectivité nationale.

Au premier chef, la Société française d'énergie nucléaire pourrait constituer un relais important pour le rayonnement de l'information nucléaire et il faudrait aider cette jeune société aux débuts prometteurs à ne pas évoluer comme la plupart des « sociétés savantes » qui finissent par fonctionner dans des cercles très étroits sans communication avec les non spécialistes. Pour cela, il devrait être recommandé aux membres E.D.F. de la S.F.E.N. d'être non seulement des cotisants mais des éléments dynamiques proposant et participant à des actions d'information débouchant largement sur l'extérieur.

Il est proposé après avoir précisé les contours de ce milieu :

— d'en effectuer le recensement, et, comme cela a déjà été fait pour les professeurs de géographie, économie, physique et pour les médecins et pharmaciens de chercher à réunir les fichiers adresses existants afin de pouvoir faire des envois individuels ;

— de lancer de manière échelonnée une opération générale par la poste pour faire connaître que le centre d'information n° 3 (ou ses ramifications provinciales) peut, sur simple demande, envoyer la documentation nucléaire figurant sur

*Le site de Ploumoguer
dans la phase 3, selon EDF.*

l'index dont un exemplaire ou un extrait serait joint à la lettre ;

— de rappeler pour l'instant aux cadres de l'Etablissement tout l'intérêt de participer au sein des associations regroupant des membres de professions diverses (« Rotary », « Lions Club », ...) aux discussions sur l'énergie nucléaire. A cet effet, les « conférences-type » assorties de diapositives feront l'objet de mises à jour sans attendre une nouvelle édition en cas d'évolution importante de la question.

Il n'est pas du tout certain que la controverse nucléaire ne rebondisse pas sur le plan national, soit à l'occasion d'un incident, soit à l'occasion de remous politiques ou économiques, soit encore en raison du pouvoir qu'ont certains de mobiliser des médias nationaux lorsque leurs intérêts sont contrariés.

Il faut donc se préparer à subir un nouvel assaut et à tenir en réserve des moyens appropriés à une riposte générale.

L'expérience de 1975 montre que le poids du dramatique et du sensationnel fait pencher la balance des organes d'information dans un sens en général défavorable à nos propos qui ont le désavantage de n'être que rassurants.

Il ne servirait à rien de s'insurger contre cette censure partielle et subtile dont nous avons en fait été les victimes. C'est une donnée objective de nos difficultés, et, en prévision du renouvellement possible d'une nouvelle vague antinucléaire, nous devons prévoir de tenir en réserve les moyens nécessaires pour rééquilibrer l'information.

C'est ainsi qu'une nouvelle campagne de publi-information devrait être préparée à l'avance de manière à pouvoir être déclenchée massivement et dans des délais réduits en cas de besoin. Les supports de la campagne 1975 ont été des magazines hebdomadaires ou mensuels. Pour toucher un public plus large, la campagne future devrait être étendue aux journaux quotidiens, notamment ceux qui sont lus dans les milieux populaires et aux périodiques qui comme le **Chasseur Français** ont une bonne audience en milieu rural (celui que les sondages montrent comme les plus réticents au nucléaire).

Les bulletins d'information adressés dans les enveloppes de quittances ou par envois séparés à la clientèle B.T. constituent un ultime recours dont il est préférable de réserver l'emploi généralisé (des applications très limitées ont eu lieu) à des circonstances graves.

Les remous enregistrés localement en 1975 à l'annonce des projets nucléai-

res ont montré que les réactions des populations voisines des sites devenaient, au même titre que les contraintes techniques ou réglementaires, un élément primordial d'appréciation de la « faisabilité » des ouvrages.

Mais autant les avant-projets techniques et la préparation des procédures font l'objet des examens les plus minutieux, autant les études préalables d'opinion restent encore à introduire comme élément de base dans le système de recherche des sites éventuels.

Il serait certainement utile que dès le moment où se dessinent les premières intentions à l'égard d'un site, on cherche à estimer dans quelle mesure le projet pourra être accepté ou toléré par la population voisine. De telles études sont particulièrement délicates car il ne s'agit plus d'observer les réactions à un événement (ou une information) mais de les prévoir dans l'hypothèse où cet événement viendrait à se produire.

MATRAQUER L'OPINION

Dès le moment où l'annonce officielle est faite de la possibilité de créer une centrale nucléaire, il est indispensable de répondre aux interrogations de ses futurs voisins. Ce sont les premiers mois après

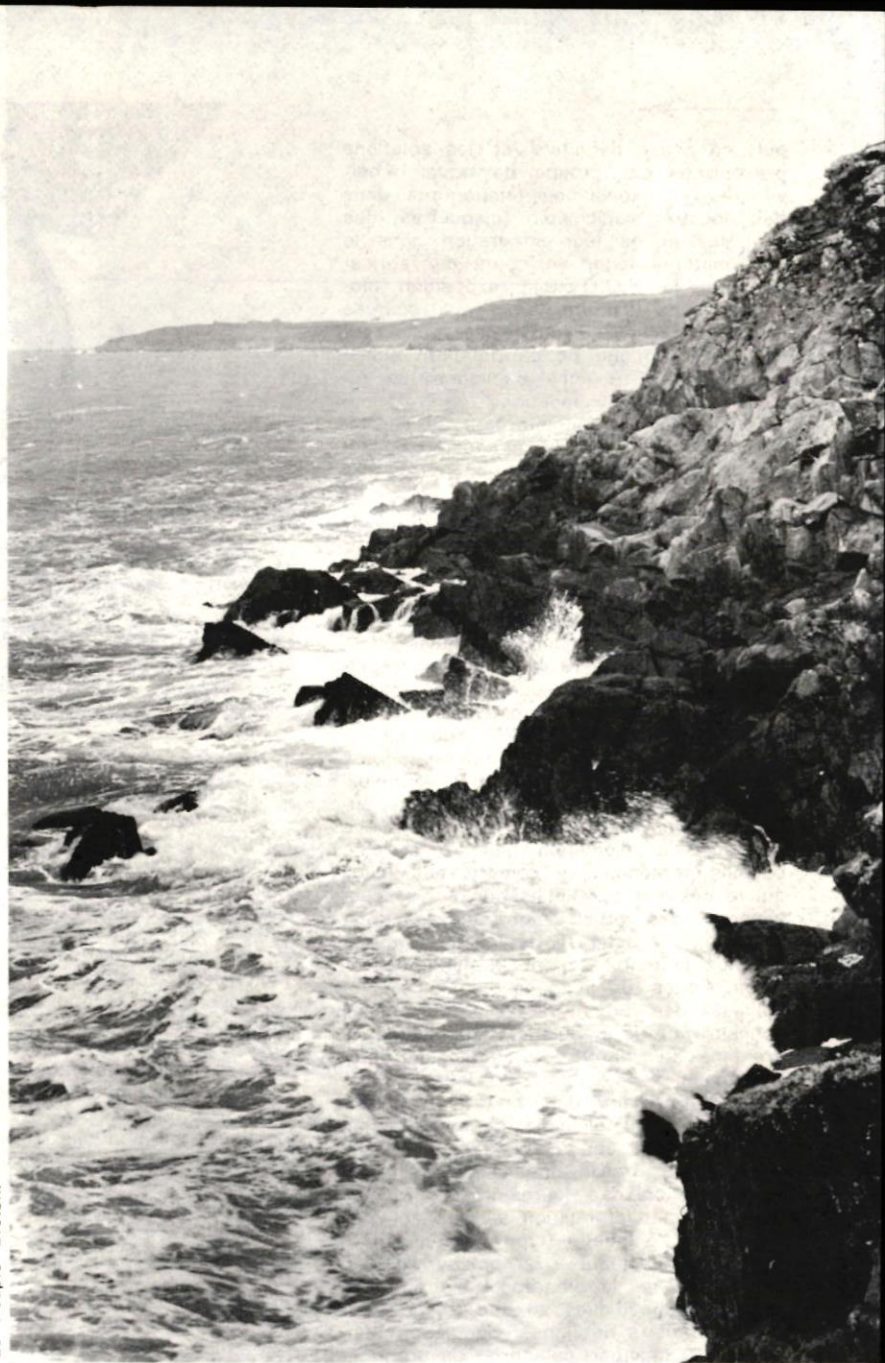
cette annonce qui sont les plus importants, car c'est le moment où les opinions se classent. Il est en effet beaucoup plus difficile de faire changer quelqu'un d'avis que de l'aider à en acquiescer un lorsqu'il ne s'est pas encore déterminé.

Les motifs d'opposition les plus réels et les plus profonds ne se rapportent pas aux objections générales. Ce sont surtout des craintes d'ordre professionnel, foncier, sociologique, etc., qui inspirent principalement la contestation du projet. Chaque site a ainsi sa physionomie particulière suivant qu'il est maritime ou fluvial, en zone agricole, touristique ou industrielle, ou suivant qu'il se situe dans une région exprimant fortement son identité par rapport à la Nation.

On ne peut donc préconiser de méthode générale d'approche informative des opinions locales, chaque site étant à apprécier en fonction de ses particularités.

— En créant des lieux et occasions de rencontre où chacun peut se rendre pour recueillir l'information (la partie de la population qui se déplacera est *a priori* la plus intéressée et la plus active) : centres d'information au cœur de l'agglomération (Nogent-sur-Seine) ; centre d'information sur les sites en phase provisoire

Le Peuple Breton.



puis en phase définitive (cf. les solutions préconisées par groupe de travail « belvédères »); expositions temporaires dans des locaux municipaux (maquettes des centrales et de leur intégration dans le site, matériel léger en cours de fabrication par la S.O.D.E.L.); exposition mobile (camion d'information « aux sources de l'Électricité ») réaménagé récemment pour tenir compte de sa première année d'expérience; réunions publiques (se référer aux recommandations déjà formulées); communication par écrit ou par téléphone (boîte postale et numéros spéciaux affectés à l'information nucléaire).

— En émettant une information pénétrant dans les foyers et tendant à toucher l'ensemble de la population: émissions régionales de télévision. Susciter interviews et reportages et mettre à la disposition des journaux télévisés régionaux les produits de la banque d'images filmées constituée depuis fin 1974; journaux régionaux et locaux: s'assurer que chaque rédacteur traitant du problème nucléaire a bien un partenaire E.D.F. pour l'informer, même vérification à opérer auprès des correspondants locaux des journaux, associer les journalistes aux visites, réunions, séminaires, leur faciliter la tâche par une documentation adaptée à leurs besoins personnels, **y compris pour ceux qui le désirent par l'utilisation à leur convenance des articles prérédigés adressés aux Directions Régionales**, adresser aux journaux des déclarations ou articles signés de responsables E.D.F., et solliciter des interviews les faisant mieux connaître de la population, engager dans un sens plus large les agents de l'Établissement à faire part de leur position par l'intermédiaire du « courrier des lecteurs », aider l'ensemble de cette action en fournissant sur le plan national aux agences de presse spécialisées dans la documentation des journaux de province le maximum d'information sur les activités nucléaires; plaquette (type Fessenheim et Bugey) argumentant à la fois sur le plan général et sur le plan local avec renseignements spécifiques au site (tache thermique, couloirs de lignes, population temporaire du chantier, calendrier du programme, etc.); bulletins d'information périodiques adressés dans les foyers à partir du fichier adresse de la clientèle des communes considérées (zone de Montjean); action de porte à porte et de bouche à oreille notamment par les assistants résidentiels: **la meilleure voie de pénétration pour les groupes d'opposants, et probablement pour nous si nous en trouvons les moyens.**

— En suscitant une animation autour de nos activités et de nos ouvrages: par des visites de centrales à l'intention de membres d'associations et communautés diverses et des contacts avec leurs homologues de la commune visitée; lorsque le chantier est ouvert, journée de rencontre entre la population et les constructeurs de l'ouvrage; utilisation de la ceinture du périmètre de la centrale pour des points d'accueil touristique, des dispositifs d'observation de la nature, des parcours écologiques ou d'entretien physique, etc.

TROIS PHASES

On possède au début de l'année 1976 suffisamment de recul pour décrire de façon exacte les variations de l'état d'esprit du public sur les sites projetés de centrales nucléaires:



M. Boiteux, PDG d'EDF/GDF.

On distingue en gros trois phases:

Une première où un certain nombre de notables locaux, le plus souvent le maire ou le conseiller général, quelques conseillers municipaux se déclarent favorables à la centrale. Souvent bien informés (il est aisé d'informer un nombre limité de personnes) ils comprennent aisément l'intérêt de l'implantation de la centrale.

A ce stade, la population, peu informée, est indifférente.

La seconde phase où les notables locaux restent favorables à la centrale. Mais la population est en train de se faire une opinion par les tracts, réunions publiques ou pétitions diverses provoqués par les organisations antinucléaires.

Très souvent la campagne antinucléaire est soutenue par des universitaires ou chercheurs de la région parisienne ou du voisinage, mais c'est sur place qu'elle trouve les soutiens principaux de son action. Ceux-ci recrutent soit parmi des résidents secondaires, soit chez le corps enseignant, mais peuvent aussi trouver dans n'importe quelle part de la population.

Une troisième phase où les notables locaux sont toujours favorables à la centrale mais se retrouvent isolés. La population dans sa grande majorité est devenue hostile à la construction de la centrale nucléaire.

Comme toute description de phénomène sociologique, celle-ci a deux exceptions: lorsqu'un élu local « tient » sa population, comme à Flamanville ou à Gravelines, celle-ci ne bascule pas dans l'antinucléaire. Lorsque cette population est habituée au nucléaire ou à la grande industrie, c'est le cas la vallée du Rhône, elle ne bascule pas non plus.

Comment enrayer ce processus d'isolement des élus locaux favorables au nucléaire qui s'est déroulé inexorablement sur bien des sites? Il s'agit tout d'abord d'éviter l'erreur qui est devenue classique: à la phase I, les élus locaux sont favorables, la population indifférente. La réaction habituelle des responsables régionaux d'E.D.F. est: « Tout va bien, ne faisons rien. Cela pourrait déclencher une réaction des groupes antinucléaires. » Le champ est laissé libre pour « l'information » des associations de défense contre la centrale. Ces associations se créent alors et se donnent pour but « d'informer ». D'où passage à la phase II.

Pour obtenir un consensus favorable de la population, il faut:

— Éviter certaines zones. Lorsqu'une région vit et vit bien d'une activité, comme le tourisme, qui risque d'être lésée par le long chantier d'une centrale nucléaire, il faut éviter, si on le peut, d'y prévoir la construction d'une centrale nucléaire.

— Rechercher soit les zones agricoles en perte de vitesse, soit les zones déjà industrialisées où les habitants ne risquent pas d'être traumatisés par la destruction d'un paysage ancien.

Ensuite il faut informer sans attendre, et ceci dès que le site est considéré comme sérieusement envisagé pour une centrale. Cette campagne d'information doit être programmée et structurée. Elle doit faire comprendre à chaque catégorie socio-culturelle l'intérêt qu'elle peut avoir en l'implantation de la centrale. Elle doit dissiper également les craintes de la population concernant les nuisances éventuelles.

Les campagnes d'information que nous avons faites depuis que les difficultés actuelles sont apparues ont été souvent trop tardives. Elles n'ont jamais eu l'ampleur nécessaire, même à Nogent-sur-Seine.

Il nous faut maintenant prendre le problème rationnellement. Il s'agit d'un travail de professionnel. Il faut en s'appuyant sur les élus locaux toucher les mass media locales et toutes les catégories de la population.

On propose pratiquement de prendre comme conseil des professionnels placés auprès des directeurs régionaux de l'Équipement afin de lancer des campagnes d'information pour plusieurs sites: Nogent-sur-Seine, Belleville (Cher) et Ploumoguer sont pratiquement à la phase III (élus locaux isolés), Belleville à la phase II.

Des opérations un peu différentes d'aspect, mais toujours avec des professionnels, devraient concerner l'ensemble de la Bretagne, de l'Alsace et du Languedoc.

Au bout d'une période de six mois à un an, on pourrait discerner les méthodes d'information les plus efficaces et les généraliser.

Nous apprendrions aussi à utiliser les professionnels de l'information et à les insérer dans notre organisation actuelle: assistants résidentiels, informateurs nucléaires, etc.

SOPROMER :

LES RAISONS D'UN ECHEC

SO.P.R.O.M.E.R. (Société des Produits de la Mer), créée début 1968 à l'initiative des professionnels de l'armement, du mareyage et de la transformation, comprend 3 usines :

- Lorient (100 salariés) produisant des filets frais et congelés, du poisson salé
- Trégunc (100 salariés) spécialisée dans les plats cuisinés à base de poisson
- Concarneau (180 salariés) fabriquant des conserves.

Au départ, SO.PRO.MER., en absorbant les excédents en criée de Concarneau et de Lorient, agissait comme régulateur du marché, évitant ainsi une baisse intolérable des prix, dans le cas d'apports trop importants. D'où le caractère de service public, comblant la carence de la politique française des pêches, qu'on a pu lui attribuer par la suite. La direction exagère aujourd'hui ce rôle et ne veut pas considérer qu'elle avait entre les mains un excellent outil pour la transformation des produits de la pêche maritime, et parfaitement rentable.

Après des déficits chaque année plus importants, une restructuration était annoncée en décembre dernier, avec le maintien des emplois, bien entendu. Un curateur était nommé le 14 janvier pour présenter un plan de redressement économique et financier et un 2^e plan pour régler le passif. De jour en jour on apprenait un déficit plus important. Aujourd'hui on en est à 35 millions (dix fois le capital social), après bien des erreurs de gestion. A ce propos M. Cavaillé (secrétaire d'Etat aux Transports), M. Chapou (secrétaire général de la Marine Marchand), M. Brossier (Directeur des Pêches) ont parlé d'une méconnaissance permanente de la situation de la part des dirigeants de SO.PRO.MER. et d'une absence de volonté de la redresser.

Le nouveau Directeur Général Ad. SO.PRO.MER. était un maillon clef joint, M. Gourvest, déclarait que dans la chaîne d'activité du grand chalutage hauturier breton, un maillon qui y jouait un rôle de soutien public, sans en avoir les moyens. Donc à ce service public, seul peut répondre l'intervention des pouvoirs publics. Un plan de restructuration était proposé pour l'usine de Lorient qui deviendrait la société lorientaise d'exportation de SO.PRO.MER. (la SO.LOR.EX.). Le capital social de la nouvelle société serait de 3 millions et fourni à part égale par les armateurs, la société de Développement Régional, le Département. La condition pour l'action des crédits du départements était que la situation de la société soit clarifiée. Mais pour les usines de Trégunc et Concarneau, rien n'était prévu, et c'est toujours le cas.

Les mesures envisagées par les pouvoirs publics et les départements du Finistère et du Morbihan permettaient

de dégager 3,85 millions, mais le soutien effectif dépendait de la volonté des dirigeants d'assainir la gestion des usines et d'établir des contrats d'approvisionnement auprès des armateurs et de mettre au point un programme de fabrication (en surgelé, salé, conserves) et d'indiquer les possibilités commerciales et l'évolution de la trésorerie. Mais la direction de SO.PRO.MER. ne l'entend pas de cette oreille et bloque la situation. M. Gourvest considère qu'il n'a pas les moyens de garantir l'activité des usines, estime que les moyens octroyés par le F.I.U.N. ne permettent que d'éponger le passif, et craint que le déblocage

des marins). Tous les prétextes sont bons.

En clair, ceci veut dire que les nombreux P.D.G. et directeurs de SO.PRO.MER. considèrent que les finances publiques doivent continuer à alimenter les « trous » creusés par des erreurs de gestion (qu'ils reconnaissent eux-mêmes). L'absence d'une véritable politique des pêches de la part de l'Etat est, aujourd'hui, mise en évidence. L'armement, qui dirige l'ensemble des usines par l'intermédiaire de J.P. Besnard, P.D.G. de SO.PRO.MER., exerce en quelque sorte un chantage et n'a que faire de ses usines à l'heure actuelle, puisqu'il a été décidé, tout bon-



A Trégunc, le 15 février, Sopromer en lutte.



des crédits départementaux ne se fassent dans des délais trop longs et avec des moyens trop limités. Mais que dire de ces propos incroyables quand on sait que SO.PRO.MER. recevait annuellement 600 millions de la profession (dont 100 millions étant la part

nement, d'aller vendre les produits directement en Allemagne à l'état brut. En effet le F.R.O.N.-Bretagne, qui a pour président le même J.P. Besnard, vient de tout miser sur l'exportation.

Le Peuple Breton/J. Louër

Le Peuple Breton/J. Louër

Et pourtant tout le monde s'accorde à reconnaître que SO.PRO.MER. est un outil indispensable à la vie économique de la Bretagne. Mais les salariés qui occupent les usines nuit et jour, attendent toujours avec angoisse une solution à leur chômage. On en était donc là à la veille du voyage de V. Giscard d'Estaing en Bretagne. On y est toujours.

Au conseil des ministres de décembre V.G.E. déclarait « la mer constitue un atout essentiel pour l'économie française » et à St-Guénolé « Je dis aux pêcheurs bretons qu'ils n'ont pas à s'inquiéter. Si la pêche n'a pas été toujours aussi soutenue et encouragée comme elle devrait l'être (il en sait quelque chose), je vous confirme que j'ai donné la consigne d'être intransigeant. Les conserveries doivent être développées sur les lieux de production ». Mais comment accorder du crédit, un seul instant, à ces promesses vagues, car c'est la même personne, ministre des finances de l'époque, qui empêchait toute véritable politique des pêches maritimes, par le blocage systématique des crédits. C'est ce lundi 7 février à Concarneau que l'on apprenait le dépôt de bilan de SO.PRO.MER., pendant que se déroulait une importante manifestation à Quimper, et alors que J.P. Besnard (P.D.G. de SO.PRO.MER.) devait dîner avec V.G. d'Estaing.

La disparition des usines de SO.PRO.MER., qui se profile, aura des conséquences très graves sur l'avenir des pêches bretonnes toutes entières et en particulier sur celui des ports de Lorient et de Concarneau et de leurs zones d'influence. La plupart des conserveries en Bretagne ont des difficultés sérieuses d'approvisionnement. Le marché de thon congelé est dominé par Saupiquet et le maquereau vient d'Agleterre surtout et de Boulogne. Ceci va-t-il durer ? Saupiquet a dans ses cartons le projet de construire une conserverie à maquereau en Cornouaille britannique.

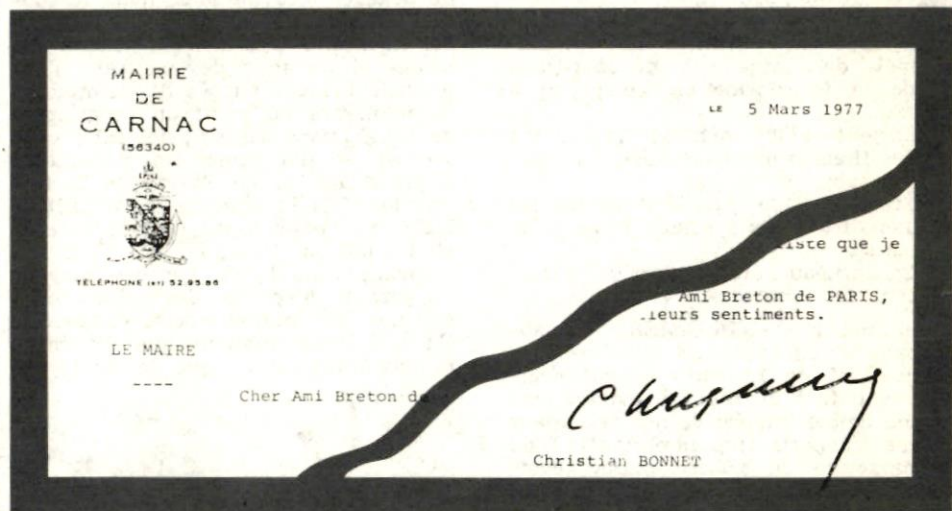
Face à cette situation, les firmes multinationales installent les conserveries et les usines de boîtes métalliques sur la côte africaine, où la main-d'œuvre est bon marché. Les conserves nous reviennent à bas prix et sans droits de douanes, accélérant ainsi le démantèlement de nos industries. A ce train, Concarneau, 1^{er} port thonier en Europe, n'aura bientôt plus une seule conserverie industrielle, alors que ses marins pêchent 50 000 T de thon par an.

La Bretagne présente une situation unique en Europe du point de vue de la capacité de pêche et de la valeur de ses armements et de ses marins. Il est inconcevable que tout ceci soit bradé et ignoré par le gouvernement français à la solde des monopoles capitalistes nationaux et internationaux. Au contraire, la pêche par l'importance, la qualité et la variété des emplois qu'elle procure devrait être l'un des pôles importants à l'essor et au développement économique de notre pays. La mer est une source de richesse pour la Bretagne. Au côté de l'Union Démocratique Bretonne, les travailleurs devront se battre pour assurer la maîtrise de son exploitation et de son développement.

Martial Catherine.

UNE BONNE LEÇON !

LES Bretons de Paris, surtout s'ils sont « cadres », constituent une clientèle électorale à ne pas négliger. A preuve cette délicate lettre, envoyée à l'un d'eux par Christian Bonnet pour l'inciter à voter d'Ornano, et la non moins subtile réponse que le ministre de l'Agriculture a reçue de ce Breton qui, pour être cadre, n'en est pas moins humoriste.



Le Peuple Breton.

Avec leur bon sens foncier, et leur inclination pour les situations nettes, les Bretons vivant en Bretagne ont du mal à saisir la situation politique parisienne.

Et tant il est vrai que, pour vivre à PARIS, de gré ou de force, on n'en reste pas moins marqué par le tempérament de sa province, j'ai été approché, depuis quelques jours, par des amis bretons électeurs à PARIS qui m'ont demandé de les aider à y voir clair entre les deux listes de la Majorité, la situation s'étant décentrée du côté de l'opposition.

Avec objectivité et mesure, je crois pouvoir dire ceci, à propos de Messieurs Jacques CHIRAC et Michel d'ORNANO.

L'un et l'autre ont des qualités qui, pour être différentes, ne font pas moins de l'un et de l'autre des hommes de premier plan.

Mais l'un d'entre eux, Michel d'ORNANO, a pris l'engagement d'abandonner toute activité gouvernementale, toute responsabilité politique, toute attache avec quelque mandat que ce soit en province, pour se consacrer exclusivement en gestionnaire d'expérience, à PARIS, aux 35 000 employés de la Ville et à ses 2 300 000 habitants.

L'autre, Jacques CHIRAC entend — et c'est bien son droit — demeurer par ailleurs, mystère d'ambitions qui, pour être parfaitement légitimes, s'accordent mal avec la tâche asservissante d'un « patron » à plein temps de la Cadéputé de la Corrèze et Président d'une grande formation politique. Il ne fait pas, pitale et ne donnent pas, dès le départ, aux Parisiens l'assurance d'un minimum de continuité dans la gestion de leurs affaires.

Voilà pourquoi, très simplement, ayant à l'esprit cet adage qu'on ne peut pas courir plusieurs lièvres à la fois, si j'étais électeur de PARIS, indépendamment même de l'amitié personnelle que je porte à Michel d'ORNANO, c'est sa liste que je choisirais pour représenter mon quartier.

Veillez, je vous prie, Cher Ami Breton de PARIS, trouver ici l'expression de tous mes meilleurs sentiments.

Christian BONNET.

...ET LA REPONSE:

Monsieur le Maire
Mairie de Carnac

Monsieur le Maire,

J'ai bien reçu votre lettre qui a retenu toute mon attention.

Cependant, étant électeur comme vous-même en Bretagne et par ailleurs candidat, je suis heureux d'être en dehors de ces querelles intestines du plus haut ridicule qui amusent les Parisiens en cette période morose. Peu me chaut que Monsieur Jacques Chirac désire rester député d'une Corrèze désertée et s'intéresse à une ville de 2 300 000 habitants.

Je trouve navrant cependant que Monsieur D'Ornano et ses chevaux abandonnent Deauville et ses habitants, ainsi qu'il serait infiniment regrettable que le Ministre de l'Agriculture abandonne le golfe du Morbihan pour une raison semblable.

Votre lettre, sur papier à en-tête de la Mairie de Carnac, ayant dû être adressée à tous les « cadres Bretons », et peut-être à l'immense population d'origine bretonne exilée à Paris, je crains que cette opération grève lourdement le budget de cette petite commune.

C'est la raison pour laquelle je me sentrais honteux de ne pas contribuer à cette lourde charge. Aussi je joins à la présente un mandat-lettre de F. 10.

Veillez, je vous prie, Monsieur le Maire, trouver ici l'expression de tous mes meilleurs sentiments.

A.E. BAUDET.

CE QUE CACHE CE QU'ON APPELLE A TORT "L'AFFAIRE MORVANNOU"

L n'est jamais très agréable de devoir attaquer des compatriotes. Notre parti n'a cependant jamais hésité à dénoncer les ennemis du peuple breton et depuis 1964, l'U.D.B. n'a pas ménagé la bourgeoisie bretonne, ses patrons de combat exploiters des travailleurs bretons, ses politiciens colonialistes ou ses notables conservateurs. De même, en son temps, nous avons mené le bon combat contre la droite du mouvement breton et ses tentatives de renaître sous divers oripeaux pour tromper les militants. On nous a parfois reproché la sévérité de nos coups : l'évolution politique de ces dernières années montre pourtant combien nous avons eu raison, parfois même au prix d'une passagère et partielle impopularité... Le combat breton y a gagné en clarté, donc en efficacité.

Ce mois-ci l'U.D.B. doit dénoncer d'autres adversaires. On notera tout d'abord que cela fait des années que nous sommes muets sur le sujet. De même qu'un de nos camarades, F. Morvannou, vilipendé, diffamé, traîné dans la boue, dénoncé anonymement est — jusqu'à ce jour — resté totalement muet. Pas un mot, pas une ligne de sa main pour défendre son honneur, sa compétence professionnelle, ses positions politiques. Et pourtant ! on jugera dans l'article ci-dessous du niveau des attaques qu'il subit, et à travers lui, notre Parti !

Nous avons donc décidé de réagir. En rendant publics certains faits (qui ne constituent qu'une partie de nos dossiers et ne concernent volontairement que certains de nos adversaires pour ne pas envenimer les choses), nous voulons d'abord permettre à notre camarade Morvannou de porter plainte s'il le souhaite ; rendre nos lecteurs juges et faire en sorte que soient mis hors d'état de nuire politiquement ceux que se trompent d'adversaire : ils ont comme ennemis premiers l'Union démocratique bretonne et ceux qui, chez nous, tentent de réaliser l'harmonieuse synthèse de la Bretagne et du socialisme.

R. LEPROHON

LES FAITS

Brest, rentrée scolaire 1971-72. La section (1) de Celtique de l'Université de Bretagne occidentale recrute M. Fañch Morvannou, professeur de latin et excellent spécialiste de la langue bretonne comme chargé de cours (2) pour deux heures d'enseignement hebdomadaires. Cet emploi du temps fut réduit à une heure en 1972-73 puis supprimé — par M. Jean Le Du, l'un des deux celtisants titulaires à Brest, alors « président de la section du Celtique » — en 1973-74. A la suite des protestations de F. Morvannou, qui entre-temps avait adhéré à l'U.D.B. le 7 mars 1974, une heure complémentaire lui fut à nouveau confiée en breton en 1974-75.

JE LE FOUS DEHORS !

Mais le chanoine François Falc'hun, l'autre celtisant titulaire brestois, manifestait sa volonté de voir F. Morvannou totalement exclu de la section de Celtique. Le 8 juin 1975 ne déclarait-il pas à ce propos, devant témoins, au Conseil d'administration d'« Emgleo Breiz » (3) réuni à Pleyben : « L'an prochain, je le fous dehors. Je ne le reprends pas ». En effet, par lettre du 23 octobre 1975, le chanoine Falc'hun fait savoir à F. Morvannou « qu'il n'est pas dans ses intentions de lui confier cette année de cours à la section ». Le lendemain, M. Querré, président de l'Université de Bretagne occidentale (U.B.O.), prend la décision de partager le service statutaire de F. Morvannou en parts égales entre

le latin et le breton. Il justifie sa position par le fait que la section de Celtique, tout en refusant les services de F. Morvannou, titulaire de l'Université, recrute hors de celle-ci, dans le Second degré, un autre enseignant : M. Yves Le Berre.

Sur le fonds, cette position est inattaquable : elle correspond d'ailleurs à la position toujours réaffirmée des syndicats universitaires (SNESUP et SGEN-CFDT). Mais sur le plan formel, le président de l'U.B.O. commit une erreur : il n'avait pas compétence pour prendre une telle décision et il la motiva en outre par un sous-emploi des latinistes (dont F. Morvannou) sous-emploi qui n'existait pas. Le chanoine Falc'hun attaqua le président de l'U.B.O. devant le Tribunal administratif.

Celui-ci, le 29 décembre 1976, annula pour « abus de pouvoir » la décision du président Querré. A la suite de quoi, le conseil de la Faculté des lettres de Brest, le 24 janvier 77, devait réintégrer F. Morvannou entièrement en latin pour son service statutaire, mais se refusant à une « chasse aux sorcières » (les termes furent employés au cours du débat), ce conseil maintenait des heures complémentaires de breton en faveur de M. Morvannou. Le chanoine Falc'hun demandait alors au conseil d'Université de casser cette décision et devant le refus de cette instance de le suivre, il portait à nouveau plainte devant le Tribunal administratif... Les choses en sont là.

UNE CAMPAGNE SYSTÉMATIQUE

Ces graves attaques dont F. Morvannou est ainsi l'objet à l'Université ne sont pas les seules. Notre camarade ayant pris des responsabilités au sein du mouvement « Ar Falz », celui-ci est aussi devenu le terrain d'une lutte de plus en plus ouverte contre sa personne et les options socialistes, laïques et bretonnes de la majorité des militants, majorité à laquelle appartient F. Morvannou.

De même, après avoir assuré pendant trois années consécutives une chronique culturelle en breton, une fois par semaine, sur les ondes de Radio-Brest, chronique reprise assez souvent dans l'émission hebdomadaire bretonnante de



F. Morvannou

Le Peuple Breton

Radio-Armorique, F. Morvannou connut de septembre 1975 à avril 1976 des difficultés avec le nouveau responsable des émissions radio-télévisées en breton, M. Fanch Broudig, ancien secrétaire administratif du C.R.B.C. (4) de la Faculté des Lettres de Brest.

Enfin, F. Morvannou a fait l'objet d'un ensemble de diffamations orales, téléphoniques, écrites, signées ou anonymes tant dans les milieux syndiqués (notre camarade est syndiqué au SGEN-CFDT) que dans l'université ou auprès de sa maison d'édition (Assimil).

UNE QUERELLE ORTHOGRAPHIQUE ?

A plusieurs reprises, dans cette vilaine affaire, on a pu croire qu'il s'agissait encore d'une mauvaise querelle de l'orthographe bretonne. Le Peuple breton a récemment (voir n° 158 et 159) fait le point sur cette question. Le « péché » de F. Morvannou serait d'avoir « introduit une nouvelle orthographe ». On sait que c'est faux. Notre compatriote s'est borné à tenir compte dans la rédaction de sa célèbre méthode « Assimil » (dont le succès entraîne la très prochaine réédition) des progrès assez considérables où étaient parvenus — sur le chemin de l'unification orthographique — les membres de la commission réunie depuis 5 ans à l'initiative de la revue pédagogique Skol Vreiz. Il y a ajouté quelques propositions personnelles, mais il a toujours insisté sur le caractère **non clos** des choix qu'il offrait. Il a toujours accepté que soient discutées ses propositions.

Pourtant, le chanoine Falc'hun dans un texte publié par **Ouest-France** le 5 février 1977 semble bien n'avoir que des préoccupations pédagogiques : il évoque « l'anarchie pédagogique introduite dans l'enseignement du breton à la faculté » et il conclut « S'imaginer-t-on les autres enseignants de la section ayant aussi chacun son orthographe bretonne personnelle ? ». L'ennui, pour la valeur de cet argument est que MM. Le Du et Le Berre ont bel et bien une nouvelle orthographe (la 4 ou 5^e ?) comme en témoigne l'article qu'ils ont signé dans le numéro de janvier 1977 du **Pays breton**...

Le chanoine Falc'hun dira, passant du stade de la pédagogie à celui de la compétence, qu'ils sont les auteurs d'une méthode audio-visuelle de breton (5) « dont nos étudiants font l'éloge ». Certes, mais les mêmes étudiants de la section de celtique, apportant leur soutien à F. Morvannou, concluaient en disant : « En tant qu'étudiants, ce qui (...) nous importe c'est que les professeurs soient compétents. Et ceci dit nous n'avons qu'à nous louer des cours qu'assure M. Morvannou » (**Le Télégramme** du 22.1.1977). Match nul, donc, au moins...

Il est d'ailleurs risible de voir combien les amis du chanoine Falc'hun s'accrochent à l'appellation « orthographe de l'Université » pour désigner la graphie proposée en 1955 par M. Falc'hun et approuvée par une lettre ministérielle. Ignoreraient-ils qu'à l'Université de Haute-Bretagne à Rennes, la dynamique section de celtique utilise depuis déjà plusieurs années l'orthographe unifiée de 1941 ? Alors où est l'universitaire là-dedans, si les mots ont encore un sens ?

UNE LUTTE POLITIQUE

En réalité le combat est ailleurs, même si le fanatisme et l'intolérance intellectuelle se mélangent chez certains aux arrières-pensées politiques. Nous en fournissons la preuve.

Dans une note accompagnant un communiqué remis à la presse en février 1977, M. Le Mercier, responsable du « Skol Vreizneg ar merher » précise : « L'orthographe du breton **ayant des incidences politiques**, je vous demanderais de veiller scrupuleusement à celle de « vrezoneg » et de « merher ».

Le même M. Le Mercier précise d'ailleurs, à propos d'« Ar Falz » que « le problème orthographique n'est que l'aspect superficiel d'un problème politique bien plus profond » (**Le Télégramme** 10.3.77).

De son côté, le chanoine Falc'hun nous permet de progresser dans cette affaire. Dans les innombrables « documents » dont il inonda les responsables universitaires (alors que, rappelons-le, ni F. Morvannou, ni l'U.D.B. n'ont jusqu'ici publié la moindre ligne sur le sujet) lors de la tentative d'éviction de notre camarade l'adversaire est désigné, c'est l'U.D.B. Dans un dossier transmis aux membres du Conseil d'université, il est fait à 5 reprises état de l'appartenance de F. Morvannou à notre parti !

Celui-ci est par ailleurs soupçonné de ne condamner que du bout des lèvres les attentats du F.L.B. Des « membres de l'U.D.B. » sont aussi accusés d'avoir « sommé » ledit Falc'hun d'avoir à faire une place à notre camarade sous peine d'une campagne de presse... Il s'agit là d'une invention pure et simple : jamais un militant U.D.B. n'a sommé Falc'hun d'avoir à faire quoi que ce soit. Et tout cela dans un dossier « universitaire » où selon le principe laïque, la politique n'a rien à faire !

Dans les problèmes d'« Ar Falz » c'est encore l'U.D.B. qui est visée ! Ainsi le 27 septembre 76, M. Pierre-Marie Mével, au nom du groupe des I.P.L.B. (6) de Brest accuse, dans une lettre à la presse locale, le mouvement « Ar Falz » de n'être « que la courroie de transmission de l'U.D.B. ».

Ainsi les choses sont claires. A travers F. Morvannou, ou à l'occasion des activités professionnelles de notre camarade, c'est l'U.D.B. qui est visée. Et ceci par des procédés qui disqualifient les auteurs.

DES MÉTHODES RÉVÉLATRICES

Nos adversaires se piquent parfois d'être « de gauche ». Pourtant la section de Celtique où ils règnent en mandarins est la seule de l'Université de Brest à ne pas avoir de fonctionnement régulier et démocratique. Le 8 février dernier encore, les délégués étudiants devaient afficher dans la Faculté la menace de boycotter les cours du chanoine Falc'hun pour obtenir la réunion réglementaire du premier conseil paritaire de section pour l'année 1976-77 !

Nos adversaires osent accuser F. Morvannou d'avoir voulu chasser M. Yves Le Berre, alors que l'évincé fut notre camarade ! Ils argumentent de l'absence de réunion d'une commission de spécialistes pour l'engagement de F. Morvannou. Aucune commission semblable ne leur a été nécessaire pour l'engagement de M. Yves Le Berre !

Nos adversaires osent laisser planer un doute sur la compétence de F. Morvannou alors que le 10 janvier 1972, le chanoine Falc'hun écrivait à celui-ci : « Nous avons été infiniment heureux de vous voir venir aider les enseignants de celtique qui étaient passablement accablés. Et nous serions encore plus heureux si nous pouvions vous voir devenir professeur de celtique pour de bon » (traduit du breton) ! Et ces enseignants « passablement accablés » recrutent ensuite un professeur de plus (M. Le Berre) et viennent après accuser F. Morvannou de priver le chanoine Falc'hun de ses heures supplémentaires !

Nos adversaires n'hésitent pas, pour nuire à F. Morvannou, à utiliser d'élégants procédés... Le 27 mai 1974, Fañch Broudig, alors secrétaire administratif du C.R.B.C. (4) et, à ce titre, nullement concerné par l'enseignement du celtique, utilise le papier à en-tête du Centre pour proposer la méthode audio-visuelle de MM. Le Berre et Le Dû ... à la maison Assimil où (fort heureusement !) notre

camarade Morvannou venait de signer le contrat de sa fameuse méthode. Des membres élus du C.R.B.C. ne furent



F. Broudig

avertis du procédé de leur secrétaire administratif que par les soins aimables de la maison « Assimil » !

Enfin le bouquet ! Il ne manquait à ce fatras caractériel et politique (et rappelons que nous ne publions cette fois qu'une faible part de notre enquête) que le corbeau ! Eh, bien, nous l'avons. Notre camarade Morvannou reçut d'abord une lettre d'insultes, du nom d'« Emgleo Breiz ». Averti par nos soins, le secrétaire d'Emgleo Breiz, M. Keravel, démentit formellement que son organisme soit à l'origine du torchon. Puis, beaucoup plus grave, le même corbeau récidiva et diffama notre camarade Morvannou auprès de son syndicat (le SGEN-CFDT). La lettre anonyme était encore signée d'un « secrétaire d'Emgleo Breiz ». Pas la peine de demander un nouveau démenti à cet organisme... Mais le corbeau avait oublié qu'une frappe à la machine est une signature. Notre enquête nous permet d'affirmer que l'auteur de ces lettres anonymes est M. Pierre-Marie Mével, professeur en retraite, ami de MM. Le Mercier et Falc'hun. Comment cet



P.-M. Mével

individu peut-il utiliser le timbre d'Emgleo Breiz ? Parce que c'est un ancien dirigeant de cet organisme. Pourquoi prend-il ainsi le risque de compromettre gravement M. Keravel, conseiller muni-

cipal P.S. de Brest ? Parce que M. Mével n'aime pas ce dernier : le 24 septembre 73, il mettait à sa collaboration à « Ar Falz » la condition que Keravel n'en prenne pas la direction, sinon il « jugeait inutile de collaborer »...

Voilà le niveau où la haine et l'aveuglement ont conduit les adversaires de l'U.D.B. Face à cela on peut vraiment dire qu'on est en **basse**... Bretagne.

On comprendra que notre Parti ne pouvait se taire plus longtemps. Le problème peut être plus ou moins grave. En effet, nous ne pouvons taire notre inquiétude, car certains de nos adversaires sont réputés être « de gauche ». Pire, il arrive que tel ou tel s'exprime parfois au nom de l'un ou l'autre de nos partenaires de l'Union de la gauche. De même, certains syndicalistes universitaires n'ont pas hésité, en de rares occasions il est vrai, à mêler leurs voix à celles des pires réactionnaires de l'Université de Brest...

Aussi l'U.D.B., partenaire loyale de l'Union de la gauche à qui notre action militante vient souvent de permettre de triompher de la réaction bretonne, est en droit d'attendre de ses alliés un comportement sans ambiguïtés dans cette circonstance.

En revanche, si nous avions affaire à des individus aux motifs personnels (M. Le Dû est un ancien membre de notre Parti, M. Le Berre en fut un actif sympathisant des débuts, le chanoine Falc'hun n'est plus à présenter en Bretagne, etc...) ce ne serait qu'un moindre mal.

Ayant dit ce qu'il y avait à dire, notre Parti — tout en défendant notre camarade Morvannou — continuera sa progression sans plus se soucier d'eux. Les chiens aboient, la caravane passe...

- (1) Dans les facultés existent des sections qui regroupent les enseignants et les étudiants d'une même matière. A Brest, statutairement, ces sections sont démocratiquement gérées par une assemblée paritaire d'enseignants et d'étudiants élus, sous la présidence d'un enseignant titulaire.
- (2) A l'Université, on distingue plusieurs grades : au sommet, les professeurs et maîtres de conférence, puis les maîtres-assistants. Tous sont titulaires. Ensuite, on trouve des assistants qui ne travaillent que dans le Supérieur mais sont rarement titulaires. Enfin pour les besoins de l'enseignement, on recrute parfois des chargés de cours, soit dans une autre matière du Supérieur, soit dans l'enseignement secondaire, soit hors de l'Education nationale.
- (3) Une des deux confédérations culturelles bretonnes qui regroupait à l'époque le « Bleun-Brug », « Al leur nevez », « Ar Falz », « Kendalc'h », « B.A.S. » et « War leur ».
- (4) C.R.B.C. = Centre de Recherches Bretonnes et Celtiques. Cet important centre de recherches fonctionne sous la direction du professeur Le Gallo (voir le P.B. n°131). La section de Celtique de Brest lui est assez étroitement associée.
- (5) Voir **Le Peuple Breton** n°143
- (6) I.P.L.B. = Instituteurs et professeurs laïques bretons, groupement parallèle à Ar Falz.

N.D.L.R. — Tous les passages soulignés dans cet article l'ont été par nos soins.

POUR L'AMOUR ... DU SPORT

Le fameux « complexe de Pouldor » dont souffre l'ex-maire de Brest, le très sportif Bérest, l'a donc encore frappé le 13 mars, et dès le premier tour de piste. Encore deuxième, mais pas derrière Lombard, comme celui-ci l'avait pronostiqué de manière bien hasardeuse. Cette fois-ci, la balle est dans le camp de la gauche.

On ne peut pourtant dire qu'elle ait été particulièrement aidée par un quotidien bien connu paraissant à Morlaix, très peu fair-play en cette occasion. Aucune allusion au meeting commun de la gauche, qui a réuni deux milles personnes, salle... Marcel Cerdan. En revanche, que de détails sur ces événements d'ampleur considérable que furent la présence de Bérest aux deux derniers matches de foot précédant l'élection ! Un vrai gymnaste, comme devait le prouver sa galipette du lendemain ; ce n'était plus une veste, plutôt un survêtement !

de Bretagne

La caricature du mois

de Worter
dans APRE-HEBDO (N° 235)



Qu'est-ce que ça veut dire, « contrôle du progrès technique » ? Nos masques à gaz ne s'améliorent-ils pas de jour en jour ?

D'AUTRES LE DISENT

ouest
france

(2 mars 1977)

A CONCARNEAU

**En moins de 30 ans, 21 usines ont fermé
Que sont-elles devenues ?**

LEVESQUE : résidence « LES GLÉNANS ».
TERTRAIS : résidence « ATLANTIQUE »
RODEL : résidence « ATLANTIQUE » et Thalassothérapie.
BOUVAIS : Centre des Arts et de la Culture.
AZEMA : Magasin de Vin Le Lay, résidence Chevalier, entrepôts Lous-souarn, atelier de menuiserie Has-coët.
SAUPIQUET : atelier de constructions de bateaux de plaisance.
PALMER : hivernage pour bateaux de plaisance.
PROVOST-BARBE : en prévision résidence et hôtel (ou encore jardin public ?).
TEYSSONNEAU : résidence « TOURVILLE »

PENNAROS : ateliers.
CHANCERELLE : ateliers municipaux.
FLEURY-MICHON : Magasin « CODEC »
RAVILLY : résidence
CRACIET : ancien Ets Leclerc (détruit par un incendie).
ROULLAND : bâtiment des services de télécommunication.
BEZIERS : maison de retraite pour les Anciens.
RAMEL : résidence.
OCEANE : garage automobile.
DELORY : Fabrique de filets.
GUYADER : magasin de voile Morvan.
BILLETTE DE SERVIGNY : centre nautique des « GLÉNANS »
Quand à « SO-PRO-MER », pour le moment, c'est encore le point d'interrogation ?

Brèves

FINISTERE : DEPARTEMENT LE PLUS TOUCHE PAR LES LICENCIEMENTS :

Le Finistère a enregistré au cours du mois de janvier le nombre le plus élevé de licenciements pour motif économique : 519. Pour l'ensemble de la Bretagne ce chiffre atteint un niveau deux fois supérieur à la moyenne du trimestre précédent.

PB

Y.B. PIRIOU REEDITE :

Le livre de Yann-Ber Piriou, « Défense de cracher par terre et de parler breton » vient d'être réédité par P. J. Oswald, ce qui porte le tirage total de cette anthologie des poètes bretons de combat à 16 000 exemplaires : un beau succès !



Le Peuple Breton.

Yann-Ber Piriou

PB

STAGE DE LANGUE BRETONNE :

Apprentissage de la lecture et de l'écriture : 30 heures. Pour des personnes parlant le breton qui désirent lire et écrire couramment. Du 20 avril au 28 mai 1977, tous les mercredis et les samedis.

Inscriptions : Université de Paris VIII, route de la Tourelle, 75012 Paris, tél. 374.12.50.

PB

MORLAIX : EUROMARCHE

La direction d'Euromarché refuse de reconnaître le droit syndical dans son établissement et de recevoir les responsables syndicaux pour discuter des revendications. Alors que ses profits sont en hausse constante, l'Euromarché de Morlaix est le dernier de France en matière de salaires.

LE PROBLEME DE BREST A

FINISTERE

BREST : REPRESSION DANS L'ARMEE

Deux matelots sont actuellement emprisonnés au centre de formation maritime dépôt de Brest pour avoir laissé éclater leur colère.

Ils ont commis la « grave indécatesse » d'inscrire des slogans sur les murs de leur chambre de caserne. Ils avaient déjà eu affaire à la « justice militaire » pour désertion. D'ailleurs l'un d'eux, pour ce dernier motif vient de passer au tribunal militaire des forces armées.

Par leurs inscriptions, ils dénonçaient l'utilisation du nucléaire (bombes atomiques et centrales nucléaires) ainsi que le rôle de l'armée française qui prépare à la guerre civile ; (défense nationale = service du capital).

LOIRE-ATLANTIQUE

« LA BAULE, SA PLAGE, SON CHOMAGE »

Ce slogan repris par des centaines de travailleurs manifestant dans les rues de la Baule est la réplique directe aux déclarations fallacieuses d'Olivier Guichard, maire de la ville, qui, sur les antennes de France-Inter au soir du premier tour des élections municipales alors qu'il se trouvait lui-même en ballottage, se déclarait tout à fait satisfait du climat social régnant dans la presqu'île guérandaise.

A la Baule et dans le pays guérandais, de nombreux travailleurs ont été déjà l'objet de licenciements, des fermetures d'usines sont prévues. Trois des entreprises les plus importantes sont en difficulté : CHOUTEAU, THIRIET-CATTIN, GAUTRON S.A.

COTES-DU-NORD

GUINGAMP CHOMAGE TECHNIQUE GÉNÉRALISÉ

La région guingampaise connaît une situation de l'emploi particulièrement aiguë. Entre les promesses électorales de l'ex-maire M. Ollivro et la réalité quotidienne, les travailleurs de la région n'ont pas été dupes. Les dernières élections municipales en sont la preuve évidente.

Après la Société bretonne d'emballages et la liquidation de la Société des Œufs Layton, la direction de la Fonderie du « Pas du Trégor » vient de décider la mise au chômage technique de l'ensemble des ouvriers. Les 85 ouvriers de l'entreprise sont désormais astreints à un horaire de travail hebdomadaire de 24 heures.

Quant aux promesses de création d'une entreprise de transports et d'une usine d'électronique, les travailleurs attendent toujours...

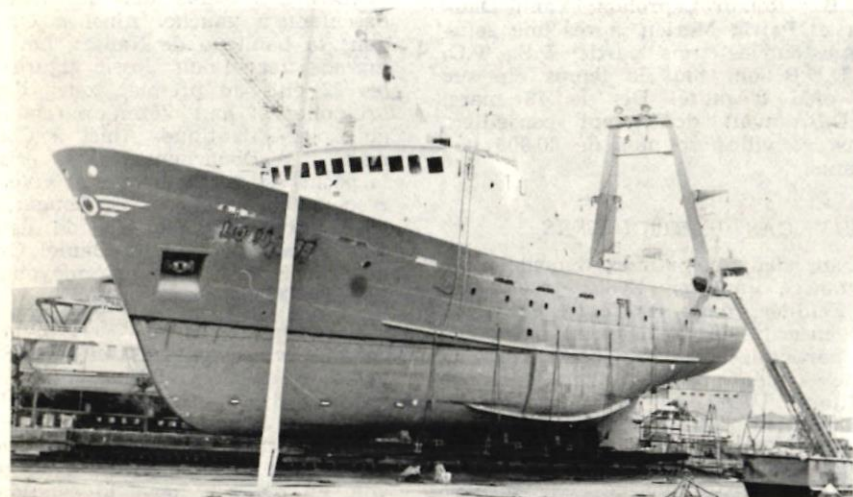
MOR-BIHAN

LORIENT : CRISE DANS LA SEPARATION NAVALE.

La direction des chantiers Laperrière de Lorient vient de décider le licenciement d'une trentaine de travailleurs pour raisons économiques. Les petits chantiers n'échappent donc pas à la règle et viennent grossir un bien triste bilan.

Cette situation due à la concurrence effrénée favorisée par le système capitaliste qui nous gouverne est généralisée dans tous les chantiers de construction navale bretons. Face à cette concurrence, les patrons n'hésitent plus à supprimer les avantages sociaux acquis, à bloquer les salaires et à licencier.

La politique maritime française axée sur les profits immédiats que lui procure le marché commun, brade ainsi le commerce breton et la pêche au profit de la Hollande, du Danemark, etc... Si l'on y ajoute la concurrence et le dumping japonais en comprend que la Bretagne qui doit résolument exploiter ses atouts maritimes pour échapper à la désertification ne puisse rien espérer d'une économie hexagonale capitaliste.



Le Peuple Breton

Chalutier en construction aux chantiers la Perrière.

ILLE-ET-VILAINE

RENNES : ATTEINTE AU DROIT SYNDICAL A FR3 BRETAGNE

Une grève déclenchée sans préavis par les organisations syndicales CGT, CFDT et SNJ a abouti à la présentation d'un programme minimum le mercredi 16 mars à la station FR3 de Rennes.

Ce mouvement a eu pour origine l'attitude de l'ingénieur régional qui a interdit ce mercredi midi l'accès de la cabine de régie au personnel de la station pendant la diffusion en direct sur TF1 d'un débat confrontant M. Edmond Hervé et M. J.P. Chaudet, candidats à la mairie de Rennes.

L'ingénieur régional ayant expulsé un délégué syndical CGT qui désirait rester en régie en égard à sa qualité de délégué, un mouvement de grève a donc été entrepris par l'intersyndicale pour protester contre cette atteinte au droit syndical.

Brèves

SAINT-PIERRE-QUIBERON : OSTREICULTURE ET TOURISME :

Le maire de St-Pierre-Quiberon qui s'opposait au captage des naissains dans la baie de Quiberon a été débouté de son action par le tribunal administratif de Rennes. Le maire considérait que les parcs à huîtres entravaient la pêche à pied et constituaient un danger pour la navigation de plaisance.



Le Peuple Breton

*Ancienne sardinerie
à Saint-Pierre-Quiberon.*



PECHE : VIEILLISSEMENT DES FLOTILLES ARTISANALES BRETONNES

A ce jour quatre nouveaux bateaux seulement sont prévus dans le programme de construction des pêches artisanales du Finistère pour l'année être renouvelées et la situation des 1977. Les flotilles vieillissent sans être renouvelées et la situation des chantiers de construction devient de plus en plus difficile. Les ports bretons arment surtout des unités d'occasion pour la pêche côtière.



TRAVAILLEURS IMMIGRES :

La Bretagne figure au dernier rang des régions françaises en ce qui concerne la présence de résidents étrangers. La population des travailleurs émigrés en Bretagne est évaluée à environ 9000 personnes.



LA MER : SECURITE DU TRAVAIL

« Pas de fatalisme, des mesures » réclame la C.F.D.T. En 1976, 58 marins ont disparu en mer. Le syndicat propose différentes mesures pour éviter les accidents du travail, dont l'abaissement des horaires de nuit et l'abandon de la recherche coûte que coûte de la productivité par l'armement. Certains marins arrivent à faire 42 heures, voire 72 heures d'affilée sans véritable repos.

La vie de l'U.D.B.

UN SORTANT,... PLUS DE 35 ELUS!...

Aux remarquables progrès de la gauche en Bretagne, l'Union Démocratique Bretonne aura étroitement été associée. Les conséquences de la présence des U.D.B. dans les municipalités, qui fait incontestablement de la Bretagne une spécificité, pèseront lourd dans la balance, ces prochains mois et ces prochaines années. Dans son numéro de mai, le Peuple Breton analysera les scrutins municipaux en Bretagne. Ce mois nous indiquons les résultats obtenus par les candidats U.D.B. aux deux tours des 13 et 20 mars; on verra le chemin parcouru quand on se rappelle que nous avions un seul conseiller municipal sortant!

1^{er} TOUR

DES LES GRANDES VILLES

Dans dix des onze villes bretonnes de plus de 30 000 habitants — Nantes, Rennes, Brest, Lorient, St-Brieuc, St-Nazaire, Quimper, Saint-Malo, Vannes et Saint-Herblain — l'U.D.B. présentait des candidats sur des listes d'union de la gauche, Rezé étant la seule exception.

Dans deux cas, les U.D.B. ont disparu dès le premier tour: à Quimper, qui n'était probablement à gauche que par une ambiguïté liée à l'existence d'une coalition socialo-centriste, et à Saint-Brieuc où nos camarades, associés au parti communiste se sont retrouvés à moins de cent voix de la liste socialiste de Yves Le Foll.

Dans quatre cas les U.D.B., alliés à la Gauche ont été élus au premier tour. A Lorient, où Joël Guégan était déjà conseiller, la représentation U.D.B. sera maintenant assurée par Joël Guégan et Jean-Paul Thierry. A St-Nazaire, fief traditionnel de la Gauche en Bretagne, c'est Jacques l'Héritier qui est élu U.D.B. dans une municipalité à direction P.S. Toujours en Loire-Atlantique, à St-Herblain, la municipalité de droite sortante a été

largement battue, puisque la Gauche l'emporte avec 56,5 des voix. Aux côtés de 20 P.S. et 9 P.C., Christian Pellen est le conseiller U.D.B.

Mais le fait le plus marquant de ce premier tour a certainement été la victoire à Brest de la liste de Gauche sur deux listes de droite, celle de Berest, maire sortant, et celle menée par le sénateur Lombard et le député R.P.R. de Benetot qui recueillent moins de 20 % des voix. Cette gifle aux notables permet donc — pour 32 voix de plus que la majorité absolue, soit 50,05 % des suffrages, mais au premier tour — l'entrée au conseil de la ville de trois U.D.B.: Ronan Leprohon, Yann Daumer et Patrig Merien, après une campagne où les trois partis, P.S., P.C. et U.D.B. ont tout le temps été sur un pied d'égalité. Dès le 13 mars, l'U.D.B. avait donc sept conseillers dans les villes de plus de 30 000 habitants.

DEUX CAS PARTICULIERS

Dans deux communes d'inégale importance, Lanester 12 852 inscrits et la Feuillée, dans le Centre-Bretagne, 504 inscrits, la Gauche traditionnelle, et particulièrement le parti communiste avaient refusé la présence de militants U.D.B. sur les listes qu'elle avait constituées.

Des liste U.D.B., répliques à ce refus et démonstrations de l'existence et de la présence de notre parti étaient donc présentes, à Lanester avec une liste complète de 27 candidats, à la Feuillée avec une liste de deux candidats, se présentant ouvertement comme U.D.B. Les résultats ont été très bons, puisqu'à la Feuillée, Anne-Marie l'Hermine réalise 47,4 % et Mlle Lallouet 36,3 % ! Quant à Lanester où nos camarades ont fait une campagne extrêmement dynamique, la démonstration est faite de notre présence puisque la moyenne de la liste U.D.B. est 5,46 % et que Yannick Quénehervé, qui conduisait la liste

fait un score personnel de 6,57 %. L'U.D.B., à Lanester, réclamait un seul siège sur la liste de Gauche. En réalisant 7,3 % des voix de la Gauche, elle indique que cette exigence n'était pas exorbitante puisque ce chiffre nous donnerait en proportion, au moins deux sièges.

DANS LES VILLES MOYENNES

Dans les villes de moins de 30 000 habitants, où le panachage était admis, un phénomène nouveau apparaît, en ce sens que les candidats U.D.B. obtiennent souvent plus de voix que la moyenne de leur liste, ou même, parfois que leur tête de liste. Et là encore, l'U.D.B. a des élus dans des villes qui basculent à gauche. Ainsi à Orvault, dans la banlieue de Nantes, notre camarade Jean-Louis Jossic figure dans les 22 élus du premier tour: l'option bretonne est loin d'être un repoussoir, en Loire-Atlantique. Ainsi à Concarneau et à Douarnenez, où la crise de la pêche est particulièrement vive, sont respectivement élus Yves Rouger, avec 5690 voix quand la tête de liste de gauche en fait 5481, et Daniel Creton, avec 6595 voix pour une moyenne de liste de 6606.

A Lannion, où le scrutin tenait compte des secteurs associés de Brelevenez et de Servel, Loig Kervoes est élu avec 848 voix sur 1293 (65,8 %) à Servel, et Jean-Louis Le Mée avec 869 voix sur 1556 (57,6 %) à Brelevenez, tandis que dans le centre-ville qui a voté en majorité pour le candidat de droite Marzin, Daniel, Giraudon obtenait 1284 voix sur 4281. Sur les 14 élus de gauche de Lannion, qui sont majoritaires au conseil à une voix près, l'U.D.B. ne sera donc pas une force à négliger!

On remarque le même phénomène à Carhaix où les 3 U.D.B. se placent honnêtement: Y. Oul'hen (1648 voix), D. Bolloh (1624 voix) et T. Corvest (1583 voix) sur 4631 exprimés, à Morlaix avec Le Luc: 3767 voix sur 9210 exprimés quand la liste de gauche en obtient en moyenne 3697, à Gourin où



J.-P. Thierry
à Lorient



Loig Kervoes
à Lannion



Jean-Louis Le Mée
à Lannion



Jacques l'Héritier
à Saint-Nazaire



Patrick Pellen
à Nantes



Yann Daumer
à Brest

les trois U.D.B. obtiennent en moyenne 1238 voix soit 38,7 %, à la Chapelle sur Erdre, où Aldrig Russon a 710 voix sur 3295, à Pontchâteau où Riou obtient 975 voix sur 3336, à Savenay où les trois U.D.B. Le Bris (724 voix), Thomas (713 voix), Page (651) font en moyenne 28 %, à la Baule où Michel François fait 2900 voix avec la liste d'Union de la Gauche contre Guichard, à Tréguier où les 4 U.D.B. Le Berre (337 voix), Hamon (321 voix), Perrot (375 voix), MC de Saint-Laurent (337 voix) obtiennent en moyenne 20,4 %, à Auray où Sten Kidna (1882 voix), P. Le Grill (1788 voix) et Corlay (1694 voix) font une moyenne de 39,6 %, à Ste Luce sur Loire où Alain Olivier, avec 1265 voix obtient 47 %.

DANS LES PETITES COMMUNES

Mais l'intrusion de l'U.D.B. ne s'est pas faite que dans les villes. Elle intéresse aussi les communes rurales, où l'accueil n'a pas été moindre, particulièrement dans le Finistère et dans les Côtes du Nord. Plusieurs U.D.B. sont élus dès le 13 mars. Au Huelgoat, Marie-Hélène Melou, qui avait déjà réalisé le meilleur score des candidats de l'U.D.B. aux dernières cantonales obtient 899 voix sur 1077 soit 83,5 % et Huguette Cressant obtient 845 voix soit 78,5 % ! A Confort-Berhet, dans le Trégor, Fanch Le Peru est élu en obtenant le plus grand nombre de voix de tous les candidats ; toujours dans les Côtes du Nord, Collobert à Ploubezre et Moal à Mousteru ont été élus le 13 mars, ainsi que Renée Bignens, avec 81 voix sur 153 exprimées à Tréouergat, dans le Léon.

Sans être élus au premier tour, d'autres U.D.B. obtiennent des scores remarquables, surtout quand on mesure la progression de la gauche dans certaines petites communes.

Dans le Centre Bretagne, à Poul-laouen F. Favereau obtient 419 voix, Le Guillou 351 et Pichon 345 sur 1379 ; à St-Hernin sur 607 exprimés Y. Rémond obtient 214 voix (1^{er} de la liste de gauche) et M. Goasdoué 135 voix ; à Châteauneuf-du-Faou, Ch. Grall obtient 914 voix sur 2354 et à Saint-Goazec P. Stervinou 226 voix sur 597.

Dans le Sud-Finistère aussi, des résultats intéressants sont acquis par les U.D.B. : Lucien Cevaër avec 261 voix sur 881 à L'Hôpital-Camfrout ; à Ergué-Gabéric, où le conflit des papiers Bolloré a laissé des traces, Kerouredan fait 1005 voix sur 2323 exprimées ; à Plogonnec, Merdy fait 287 voix sur 1670 exprimées ; à Landevennec H. Grall est première, avec 184 voix, des non-élus du premier tour ; à Bénodet, R. Glorennec est premier de la liste de gauche avec 398 voix sur 1395 (28,5 %) ; à Trégunc, Emmanuel

Sellin obtient 1388 voix sur 3005 (46,2 %) ; à Locudy Théo, Perrot fait 821 voix sur 2191 (37,5 %) ; à Pleuven seulement le score est plus faible, puisque Louis Bodivit obtient 9,6 % des voix.

Dans les petites communes du Nord-Finistère, où la gauche apparaissait parfois pour la première fois, les candidats U.D.B. étaient aussi présents : au Relecq-Kerhuon, avec Jean Marot qui réalise 1975 voix sur 4647 (42,5 %) ; avec Pierre Moal, placé pour le second tour à Plounévez-Lochrist ; avec Fanch Bouget qui obtient 915 voix sur 1929 exprimés (47,4 %) à Plourin-lès-Morlaix ; avec Jakez Castrec, 132 voix sur 708 à Ploumoguier ; avec Jean-Pierre Lavanant qui fait 844 voix sur 3196 à Plabennec ; avec A. Bideau, 175 voix sur 372 à Lampaul-Ploudalmézeau. A Kersaint-Plabennec, Kermarrec qui se présentait comme candidat isolé, faute de liste de gauche obtient 4,9 % des voix, tandis qu'au Conquet A. Larsonneur fait 484 voix sur 1214 et qu'à Saint-Renan, Gac marque 405 voix sur 2565 au sein de la liste d'Union de la Gauche. A Pleyber-Christ, Yvonne Olivier obtient 656 suffrages sur 1616 exprimés.

Le Morbihan est aussi un département où les U.D.B. marquent des points dans les petites communes. A Larmor-Plage J. Benoit a 1340 voix et Anne Dorval 1330 sur 2743, soit en moyenne 48,7 %. A Naizin, Christian Pabic obtient 342 voix sur 1216 ; à Theix, J.P. Herry fait 7,4 % ; à Grandchamp, Iffig Cochevelou a 286 voix sur 1722 ; à Belle-Ile (Le Palais), Henri Paulic est cinquième sur une liste de gauche qui obtient environ 20 % des voix et à Quiberon, Jiquel était en ballottage.

Dans les Côtes-du-Nord, où il nous manque au moment où est fait cet article quelques résultats (1), Jézéquel était en ballottage à Pabu, ainsi que le représentant U.D.B. à St-Agathon.

MEME L'EMIGRATION

Enfin, pour clore cette liste des 18 élus U.D.B. du premier tour en Bretagne, il faut en ajouter un dix-neuvième, Jacques David, élu sur une liste d'union de la gauche à... Athis-Mons ; et en tant qu'U.D.B. ! Les émigrés bretons de la région parisienne qui se reconnaissent dans l'U.D.B. auront donc aussi leur élu !

(1) Il faut en réalité ajouter 2 élus U.D.B. aux dix-neuf que nous venons de citer : à Trédrez Locquêmeau, Bernard Le Lous, et à Ploumilliau, Guy Geffroy qui termine en tête de la liste de Gauche, alors que Le Moulec, sur cette même liste, fait 48,7 %. Signalons enfin qu'à Mousteru F. Le Moal, qui se présentait comme isolé avec étiquette U.D.B. a été élu avec 56,9 %.

2^e TOUR

Pour l'U.D.B. comme pour le reste de la gauche, le second tour des municipales n'a fait qu'amplifier et confirmer le premier. Sans être certains de posséder encore tous les résultats, nous pouvons dire qu'aux 21 camarades élus au premier tour, sont venus s'ajouter au moins 15 nouveaux camarades. Ainsi sur 11 villes de plus de 30 000 habitants, 9 sont passées à la gauche et notre Parti est présent dans 7 de ces 9 conseils municipaux de la Gauche Unie. Ont été élus : à Rennes, nos camarades Monig Rannou et Yann-Ber Duval, à Saint-Malo, Joël Martini, à Nantes, Patrick Pellen. Dans les villes de moindre importance, notre présence s'affirme aussi avec Jean Marot, élu au Relecq-Kerhuon ; Yannick Oulc'henn



Le Peuple Breton

Monig Rannou, élue à Rennes

et Daniel Bolloh élus à Carhaix ; Claude Le Luc, élu à Morlaix ; Fanch Bouget, élu à Plourin-lès-Morlaix ; Jacques Benoit, élu à Larmor-Plage ; tandis que nos camarades Kerouredan, Bideau, Moal, et Remond étaient respectivement élus à Ergué-Gabéric, Lampaul-Ploudalmézeau, Plounévez-Lochrist et Saint-Hernin.

Ainsi se confirme la place de l'U.D.B. comme premier parti politique breton. Dans une Bretagne dont l'évolution profonde a été l'une des surprises de ces élections. Le Peuple Breton analysera cette évolution le mois prochain.



Ronan Leprohon
à Brest



Jean-Louis Jossic
à Orvault



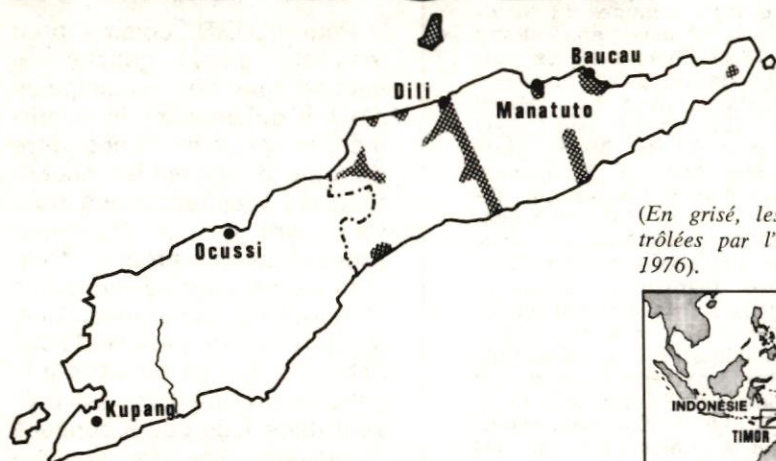
Renée Bignens
à Tréouergat



Kristian Pellen
à Saint-Herblain

TIMOR

Cliché le Peuple Breton



(En grisé, les zones contrôlées par l'Indonésie fin 1976).



ORIENTAL

Hier, la colonisation portugaise; aujourd'hui, la résistance à l'agression indonésienne.

Le combat que mène aujourd'hui le peuple du Timor oriental pour sa décolonisation s'inscrit dans la lutte de tous les peuples opprimés.

UNE SOCIÉTÉ COLONIALE :

Situé à 520 km au N-W de la cité australienne de Darwin ce territoire a été longtemps sous domination portugaise. Quatre siècles et demi de « mission civilisatrice » n'ont rien apporté aux 650 000 Timoriens, sinon un taux d'illettrés élevé 90 % et une mortalité infantile importante.

La tuberculose et la malaria, deux maladies maîtrisables continuent à toucher de larges couches de la population. Jusqu'en 1969 pratiquement aucun jeune Timorien n'avait accès à l'école. De nos jours le service social est demeuré quasiment inexistant. L'infrastructure est limitée à 20 km de route asphaltée, à un aéroport et un port. Le commerce est dominé par 10 000 Chinois qui restent fidèles au parti Koumintang de Taiwan. Et le café, principale exportation est contrôlé par des propriétaires de plantations portugais.

LA PRISE DE CONSCIENCE :

Avant le soulèvement du mouvement des forces armées à Lisbonne, de petits groupes de Timoriens, composés principalement de fonctionnaires du gouvernement et d'étudiants se réunissaient périodiquement pour discuter de l'avenir de leur pays.

Bien qu'ils n'eurent aucun contact, avec les mouvements de libération dans les colonies africaines du Portugal, ils s'en inspirèrent et commencèrent à poser leur problème en terme colonial. Immédiatement après le coup d'état du 25 avril fut fondé l'Associação Social Democratica de Timor. L'A.S.D.T. lança la première grève

des travailleurs dans l'histoire de l'île.

Le 22 mai 74, elle publia son premier manifeste politique demandant l'indépendance, la fin du colonialisme, la participation au gouvernement, la fin de la discrimination raciale et de la corruption et une coopération amicale avec les pays voisins.



L'armée timoraise a récupéré les armes laissées par le Portugal en 1974.

LA REACTION S'ORGANISE :

Cependant tout le monde ne voyait pas du même œil la tournure que prenaient les événements.

Craignant la perte possible de privilèges obtenus sous le régime portugais, des notables fondèrent un nouveau parti l'União Democratica Timorese (U.D.T.) favorable au statu-quo. Moins importants mais tout aussi dangereuse est l'Associação Popular Democratica Timorese (A.P.O.D.E.T.I.) qui espère aboutir à une totale intégration avec l'Indonésie.

Financé et ouvertement encouragé par le régime indonésien, A.P.O.D.E.T.I. n'a aucun soutien populaire.

NAISSANCE DU FRETILIN :

En septembre 74, l'A.S.D.T. décide de se transformer en Frente Revolucionaria de Timor Este Independente (FRETILIN) afin d'élargir sa représentation. Ceci fit dire au gouvernement indonésien et à la presse occidentale, que le FRETILIN était d'obédience communiste. Par la suite, cet argument facile servira d'excuse au premier pour intervenir ouvertement au Timor Oriental.

Mais la principale influence idéologique du front demeure la social-démocratie. Son président Xavier do Amaral est favorable au libéralisme économique. Tandis qu'à la gauche du comité directeur se trouve une tendance groupée autour de Mari Alkatiri qui partage les enthousiasmes de la révolution africaine.

SUR LA VOIE DE L'INDEPENDANCE :

En janvier 75, une coalition se forme entre l'U.D.T. et le FRETILIN. Son objectif, se frayer un chemin sur la voie de l'indépendance grâce à une administration de transition. Cependant ce premier semestre 75 verra le FRETILIN renforcer considérablement son audience. A savoir, la pro-

Tweedie/Sipa

gression du nombre de ses adhérents (80 000 en cinq mois) ainsi que son succès aux élections de juin (90 % des votes).

Dès le mois d'avril, les deux organisations envoient des délégations à l'étranger. Le FRETILIN au Portugal et en Afrique, l'U.D.T. en Australie. Cette dernière se compromettra en rencontrant des éléments d'extrême droite, notamment des officiels de la J.I.O. (version australienne de la C.I.A.). Ces relations australiennes persuadèrent l'U.D.T. de rompre avec le FRETILIN, afin de constituer une alliance anti-communiste avec l'A.P.O.D.E.TI.

Les événements se précipitent et dans la soirée du 10 août 75 l'U.D.T. prit possession des quartiers généraux de la police à Dili et Boucau. Mais le 15 août, exaspéré par le refus des autorités portugaises de restaurer l'ordre, le FRETILIN décide d'appeler à la résistance armée.

La réaction fut rapide et le 8 septembre, le dernier bastion ennemi se rendit.

Le succès obtenu par le FRETILIN en moins d'un mois n'avait été possible que grâce au soutien massif de la population. Sur le plan économique et social la situation restait préoccupante. Toutefois en dépit du blocus et des incursions de l'armée indonésienne, une nouvelle image de l'île se profilait à l'horizon.

Les coopératives agricoles se multipliaient. La population participait activement aux nouveaux programmes d'éducation et de santé. De nouvelles structures démocratiques étaient mises sur pied.

Mais le gouvernement dictatorial indonésien voyait dans ces mesures un danger pour la survie de son régime.

Allait-il laisser évoluer une situation qui contrastait si ouvertement avec la sienne ? Quant aux intérêts financiers, ils étaient surtout le fait des multinationales BP et Burach Oil qui désiraient absolument conserver leurs prétentions sur ce territoire.

Le 28 novembre donc, sous la menace d'une invasion, les Est-Timoriens célébrèrent

leur indépendance et fondèrent la République Démocratique du Peuple de Timor.

L'INVASION INDONESIENNE :

Le 7 décembre 75, au lendemain de la visite de Ford et de Kissinger à Djakarta, les troupes indonésiennes lancèrent une attaque à grande échelle contre Dili, la capitale.

En agissant ainsi, les autorités gouvernementales indonésiennes pensaient pouvoir liquider brutalement le nouveau régime indépendant.

Mais c'était sans compter sur la détermination farouche des combattants du FRETILIN qui leur opposèrent une forte résistance.

Sur le terrain la situation demeure inchangée, et les Indonésiens n'ont pas progressé d'un pouce depuis février 76.

Selon le T.I.S. (1), les troupes indonésiennes seraient actuellement immobilisées par la saison des pluies.

Donc sur le plan militaire, pas d'actions déterminantes en vue avant mai.

LA SOLIDARITE INTERNATIONALE :

Cependant la situation reste urgente et il est vital que tout le soutien possible soit donné au FRETILIN et au peuple d'Est-Timor.

L'annexion de ce territoire par l'Indonésie ou l'établissement d'un régime pro-indonésien aurait des conséquences cruelles pour ce peuple qui a déjà démontré à maintes reprises sa volonté de résister.

Toutes les forces anti-impérialistes doivent se rallier derrière la lutte que mène le FRETILIN et le peuple d'Est-Timor.

De la même manière que la victoire des peuples de Mozambique et d'Angola ont affaibli le fascisme au Portugal, la victoire du peuple d'Est-Timor affaiblira le fascisme en Indonésie.

(1) T.I.S. Timor Information Service

TIMOR ORIENTAL

Les publications de ces éditions sont décidément une source précieuse de documentation à l'intention de tous ceux qui portent quelque attention à tous ces conflits peu connus qui n'en sont pas moins des aspects fondamentaux de la lutte anti-impérialiste. Même pour les militants les plus avertis, la vision qu'ils peuvent avoir du monde et de l'affrontement planétaire entre le bloc impérialiste et le monde socialiste, est largement tributaire des anciennes structures coloniales et des clivages géographiques et linguistiques qu'ils ont déterminés. TIMOR ORIENTAL, ancienne colonie portugaise, un morceau d'île perdue quelque part du côté de l'Australie, n'évoque finalement pas grand-chose pour tous ceux qui pensent avoir accédé à l'universalité d'une culture alors que celle-ci n'aura finalement abouti qu'à privilégier le système colonial qu'elle servait : la Bretagne de Bécassine, Nouméa et son nickel, Tahiti et sa bombe atomique, ça on connaît ! Mais TIMOR ? Combien savent que les combats qui s'y déroulent

PAR MARCEL ROGER
EDITIONS DE L'HARMATTAN

en ce moment n'ont rien à envier aux pires moments de la guerre du Vietnam ? Combien se doutent que la lutte acharnée du FRETILIN contre l'envahisseur indonésien, contre les troupes fascistes de Djakarta, n'est que le prolongement de l'implacable affrontement entre l'impérialisme dirigé et aidé par les Etats-Unis (comme aux Philippines, en Thaïlande, en Indonésie et en Malaisie d'ailleurs !), et les pays libérés et passés au socialisme ? Et ce ne sont pas les piètres tentatives de Jimmy Carter pour se refaire une virginité qui nous masqueront la part prise par les Américains dans ces atrocités. Le livre de Marcel Roger est donc un outil, une clé, pour saisir le lien objectif de ce combat lointain avec les luttes que toutes les forces anti-impérialistes mènent à travers le monde, sur leur propre terrain, quel qu'en soit le degré et l'intensité : l'impérialisme est un système universel, il ne se divise pas.

Hervé Grall.

Peuples opprimés

KURDISTAN

La Ligue Internationale des Droits de l'Homme a fait savoir que le régime irakien a exécuté 230 rebelles Kurdes qui étaient revenus dans leur pays venant des camps de réfugiés en Iran, après qu'une loi d'amnistie eut été votée. En fait la plupart des 30 000 Kurdes qui sont ainsi revenus ont été enfermés dans des camps de concentration.

Des centaines de milliers de Kurdes avaient fui en Iran après l'écrasement de la lutte nationale en 1975. Mais le Shah d'Iran, qui a lui aussi une certaine partie du peuple Kurde sur « son » territoire, a saisi le prétexte de la loi d'amnistie adoptée en Irak, pour expulser la plupart des réfugiés qui se trouvaient encore en Iran.

NATIONS INDIENNES

L'arrivée de CARTER au pouvoir pourrait faire croire qu'une nouvelle politique, enfin favorable au peuple indien américain, est en train de naître. Il est en effet question d'autonomie, de transfert des pouvoirs, de projets industriels dans les réserves, le tout orchestré par une campagne de propagande à l'échelle internationale.

En réalité il ne s'agit là que de la variante américaine des Bantoustans sud-africains. Au lieu d'une exploitation directe, trop voyante des travailleurs indiens, on va substituer une tactique mettant en avant une bourgeoisie indienne, qui servira de relais à la politique du pouvoir central, accentuant ainsi le processus colonial



Akwesasne notes

dont souffre chaque jour davantage le peuple indien américain. L'essentiel pour la nouvelle administration CARTER est d'une part de préserver sa nouvelle image de marque, et d'autre part de discréditer le mouvement révolutionnaire qui, à travers des opérations de résistance comme Wounded Knee, ou les nombreux procès que subissent systématiquement ses dirigeants depuis 1973, est le véritable porte-parole de ce peuple spolié des richesses de tout un continent.

VERS UN FRONT CULTUREL PROGRESSISTE



Les organisations progressistes suivantes : Parti Socialiste, Parti Socialiste Unifié (Fédération Bretonne et Fédération de Loire-Atlantique) et Union Démocratique Bretonne réunies à Rostrenen le 19 février 1977 en vue de la constitution d'un Front Culturel Progressiste Breton, constatent entre elles l'existence d'une large communauté de vues et font leurs en ce domaine, les propositions du Mouvement culturel AR FALZ, publiées par celui-ci dans le n° 17 de sa revue (oct. déc. 76).

En conséquence, les 4 organisations soussignées,

- déclarent être prêtes à s'engager dans un tel front en vue d'une action commune ;
- rappellent que la solution du problème culturel breton exige l'élaboration d'un statut global pour la culture bretonne dans l'enseignement et la vie publique, et sa promulgation par voie législative dans les meilleurs délais.

En ce qui concerne l'annonce d'une négociation en vue d'une charte culturelle pour la Bretagne, entre le gouvernement d'une part, et d'autre part l'Etablissement Public Régional, les associations culturelles et les collectivités locales, les organisations soussignées émettent les observations suivantes sur la lettre du Préfet de la Région « Bretagne », publiée le 19 février par la presse régionale :

1°) Elles condamnent l'éviction des élus de Loire-Atlantique, qui équivaut à nier à la population concernée le droit, qu'elle a pourtant largement revendiqué, de participer à la culture bretonne ;

2°) Elles s'étonnent que n'aient pas été mentionnées les associations culturelles spécifiquement bretonnes qui, en ce domaine, devraient normalement être les interlocutrices privilégiées de l'Administration, comme l'avaient lais-

sé espérer les propos tenus à Ploërmel par le Président de la République ;

3°) Elles s'interrogent sur les chances de succès d'une négociation entre une Région à culture spécifique comme la Bretagne, et un Etat de tradition centraliste qui, par vocation, a toujours tout mis en œuvre pour faire dispa-

raître les spécificités régionales.

Les organisations signataires appellent l'ensemble des formations politiques, syndicales et culturelles progressistes à les rejoindre dans la lutte qu'elles entendent poursuivre et mener à bien pour la reconnaissance des droits culturels de la population bretonne.

Fête du Peuple Breton 1977

Tous les artisans (tisserands - sculpteurs - potiers - peintres, etc...) désirant exposer et vendre leurs produits à la Fête du Peuple Breton, qui se déroulera les 25 et 26 juin à Morlaix, sont invités à prendre contact avec

Madame COCHER Aline

27, allée des Pingouins

Kerlédé — 44600 SAINT-NAZAIRE

Téléphone : (40) 70.28.16

ou avec le Peuple Breton — B.P. 304 — 29273 Brest-Cédex

Dans les colonnes du Peuple Breton d'août 1976, J.P. Menou avait attiré l'attention des lecteurs sur la situation très alarmante de la lutte bretonne, et souhaitait que les deux fédérations de lutte (FALSAB et FFL) se rencontrent très vite pour étudier les conditions d'un regroupement.

Au mois de décembre 1976, J.N. Kerboul, Président de la FFL avait également dans les colonnes du Peuple Breton, exprimé son accord entier avec cette proposition.

Nous ignorons à quel point sont parvenues les deux fédérations de lutte dans leur rapprochement et en particulier dans la rédaction d'un règlement unique.

Cependant l'UDB, qui souhaite aussi la réconciliation, serait très heureuse d'apporter sa contribution.

C'est pourquoi, dans le cadre de la troisième fête du Peuple Breton qui se déroulera les 25 et 26 juin 1977 à MORLAIX, nous proposons d'organiser, en collaboration étroite avec les deux fédérations de lutte bretonne, un grand tournoi.

Celui-ci pourrait être l'occasion de tester le règlement unique, nécessaire au développement de ce sport et de faire un pas sur le chemin du regroupement souhaité par tous. Alors Messieurs les lutteurs, en prise, si vous le voulez bien.

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont **gratuites** pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emplois en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

DEMANDE D'EMPLOI

• J. H. 20 as, libéré oblig. militaires, dynamique et sérieux, études secondaires, niveau B.E.P. comptable-mécanographe, anglais écrit et parlé, cherche place dans emplois commerciaux, départements 44 et 56.

Ecrire à M. Le Maire Jacques
71, av. de la Cholière
44700 Orvault

« Les classiques que la bourgeoisie

s'est choisis ne sont pas les nôtres »

A. Breton

GRAFFITI Librairie

Place Saint-Louis à Brest

LA MORT D'UN PROFESSEUR DE BRETON

Lettre ouverte au Ministère
de l'Éducation Nationale

Notre collègue Claude Creff, professeur certifié d'Histoire-Géographie au Lycée Livet, à Nantes, est brutalement décédé le 23 février 1977.

Sa mort doit être portée à votre connaissance pour les raisons suivantes :

— Depuis plusieurs années, C. Creff enseignait le breton à Livet (2 h.) et au Lycée Clémenceau (2 h.), soit pour un total de 4 heures supplémentaires.

les niveaux, à un enseignement du breton dans des conditions normales (le latin est intégré dans les emplois du temps, est-ce impossible pour le breton ?), par des enseignants normalement qualifiés et travaillant dans des conditions habituelles : l'enseignement du latin n'est pas un acte militant, alors pourquoi celui du breton devrait-il l'être ?

Nous reconnaissons que des circulaires vont dans le sens que nous



MPB

— Depuis plusieurs années, C. Creff réclamait en vain l'intégration de ces heures supplémentaires dans son service, pour des raisons de principe (enseignant syndiqué, il était contre le système des heures supplémentaires), de santé et de droit. En effet, la circulation N° 71-279 du 7 septembre 1971 prévoit l'intégration des heures de breton dans le service des enseignants.

— Quelques heures avant sa mort, il se plaignait une fois de plus de la fatigue que lui imposaient ces heures supplémentaires, qu'il avait acceptées uniquement parce que les enseignants de breton sont très peu nombreux. Il nous assurait que l'an prochain, il ne pourrait plus assumer ces cours, à moins qu'ils ne soient intégrés dans son service.

— Pour les huit lycées de Nantes où existent des cours (20 heures hebdomadaires au total), il suffisait de créer un poste budgétaire pour alléger la tâche des enseignants volontaires. Nous avions attiré l'attention de M. le Recteur de l'Académie de Nantes en temps utile, qui ne disposait pas des moyens nécessaires...

AR FALZ demande que chaque élève en Bretagne puisse réellement avoir accès, s'il le désire, et à tous

souhaitons, bien que restant très insuffisantes. Mais nous constatons leur mauvaise application réelle sur le terrain, qui va jusqu'au refus de l'intégration des heures de breton dans les services des professeurs.

A Nantes, le décès brutal de Cl. Creff nous fait mesurer davantage combien est grande la distance entre les déclarations d'intention (« il faut sauver les langues régionales, il faut enseigner les civilisations régionales ») et les réalisations pratiques sur le terrain. Quand meurt un professeur de latin, c'est votre ministère qui pourvoit à son remplacement. Quand meurt un professeur de breton, ce sont ses élèves et ses camarades militants bretons qui doivent trouver un autre enseignant de fortune, naturellement non qualifié (comment le serait-il : il n'y a pas de formation, pas de CAPES !), mais que vos services agréeront, faute de mieux. Est-il juste, est-il démocratique de faire moins pour une langue vivante parlée par des citoyens français que pour une langue morte, si intéressante soit-elle ?

Per RHUN

Président des IPLB-AR FALZ

(Instituteurs et Professeurs Laïques Bretons)



le Peuple Breton

FESTOÙ-NOS

Le P.B. publie désormais chaque mois gratuitement l'annonce des festoù-nos de Bretagne et de l'émigration. Si vous avez connaissance d'un fest-nos, si vous en organisez un, si vous y chantez, vous pouvez nous prévenir par simple lettre jusqu'au 20 de chaque mois. Parution assurée de votre annonce dans le numéro qui suit.

- 9 avril
à SAINT-NICODEME
(près de CALLAC)
Fest-nos avec les frères Morvan, les frères Philippe, Ar Fiselezed, Guenegou et Guillantou, organisé par l'école publique.
- 9 avril
à SCRIGNAC
Fest-nos animé par les meilleurs chanteurs et sonneurs de la Montagne, organisé par Mme Paul.
- 16 avril
à MONTERBLANC
Bal breton avec les Sonerien Du, organisé par le cercle celtique de Plaudren.
- 17 avril
à SAINT-VINCENT-SUR-OUST
Bal breton organisé par Ti-Kendalc'h.
- 23 avril
à SAINT-NAZAIRE :
Fest-nos de l'Unité de la Bretagne avec les Sonerien Du, les Namnètes, les Trouzerien, etc... organisé par la Marche pour l'unité de la Bretagne.
- 30 avril
à VERTOU
Fest-nos organisé par Ar Falz.
- 30 avril
à LOCRONAN
Fest-nos avec Kanerien Roc'h-a-gren, Madec et Irvoas, organisé par le Comité d'animation de Locronan.

EN BRETON DANS LE TEXTE

Par Yann-Ber PIRIOU

skrid

Outre des textes intéressants de Anna ar Bihan, de Ifig Skiriou, Mikaela Kerrain, Jef Philippe, Eujen Konan et de Makoto Noguchi, le



Makoto Noguchi

Japonais bretonnant, le numéro 9 de **Skrid** nous offre quarante-et-un petits poèmes regroupés sous le titre de **Gouelec'hioù an envor (les déserts. Ju souvenir)**. Après Gwernig, après Troal, voici encore une voix qui nous vient d'Amérique puisque c'est celle d'un jeune compatriote émigré aux Etats-Unis. Les lecteurs de **Pobl Vreizh** le connaissent déjà. Il s'appelle Reun Ar C'halan. Retenez bien ce nom. Il se pourrait qu'on en reparle un jour. Pour vous en convaincre lisez l'**Exil d'Adam (Harlu Adam)**, le **meurtre de la Licorne (Lazh an Unkorneg)**, **Prophétie nocturne (Diouganerezh an noz)**, **Les enchanteurs du mois de mai (Achantourien miz mae)**, **Eros** et surtout **Adultère (Avoultriezh)** :

Avez-vous demandé
A votre ombre perfide
Où elle s'en va
Quand le soleil a disparu
Et que vous restez
Seul
Et sans défense
Face à la nuit ? »

A lire aussi **Les Passants (An dre-menidi)**, **Prière (Pedenn)**, **La Mort du Royaume (Marv ar Rouantelezh)**, **Forteresses (Krenvlec'hioù)**.

Il faut « suivre à la trace, les juments de la mer sur le sable des grèves ».

Il faut appeler ses amours par leurs noms.

Il faut faire confiance aux passants silencieux qui marchent dans les rues de l'hiver, en attendant de naître.

Il faut faire confiance aux fleurs du désert.

SKRID — niverenn 9 — prix du numéro : 8 F. — Abonnement pour 4 numéros : 20,00 F.
Ecrire à : Per Denez, Ri, Ploare - 29100 Douarnenez.

breizh hiziv

Si l'on excepte une petite saleté raciste à la page 287, si l'on fait abstraction de la surprise qu'il peut y

avoir à trouver dans un ouvrage imprimé des extraits d'une correspondance que l'on croyait privée — surprise qui n'est pas forcément du goût de tous ! — voici un livre qui vient à son heure.

Un bon nombre des chansons publiées dans **Breizh hiziv**, échappe au cadre de cette chronique, mais il en est tout de même près d'une cinquantaine qui furent écrites dans notre langue.

Succédant au **Alan Stivell** de Y. Brekillien, au **Nouvelle chanson bretonne** de J. Vassal, au **Glenmor** de X. Grall et au **Servat** de Guy Millère, ce premier tome de l'anthologie de Philippe Durand, met enfin à la disposition du grand public des textes aussi essentiels que **Brezel ar beizanted**, **E amzer an noblans**, tous deux recueillis par Jorj Belz en Vannetais, **Kanenn al labourerien-douar**, et surtout les désormais classiques **Emgann Montroulez** (de P.M. Mevel) et le **Sklerijenn war ar vro** (de Ifig Pichon). Il faudrait aussi mentionner d'autres chansons plus récentes telles que **Me n'in ket d'an arme** (de M. Guillaume et G. Groyat) et **Kredo an Emsaver** (de Lama Meur). Et puisqu'il arrive parfois qu'une chanson soit aussi un poème, n'oublions pas le célèbre **Transocéan-Brest** (de Paol Keineg et Gweltaz), non plus que le très beau **An Eostig Toullbac'het** de Servat-le-Nantais.

Le jour où tous les super-celts qui francophonent aux quatre vents de l'édition et tous les petits chefs qui bretonnent à l'Ouest, en feront autant, on pourra commencer à causer.

Breizh Hiziv

Anthologie de la chanson en Bretagne par Philippe Durand - Tome 1 - 400 pages - aux Editions P.J. Oswald.



Philippe Durand

CONSTRUIRE en BRETAGNE

par philippe lachaüd

(Voir les numéros précédents)

C - COUVERTURE : MATÉRIAUX ET ACCESSOIRES

1^o) Matériaux :

La tuile de couverture, Dieu merci, a disparu de la Bretagne de l'Ouest. Et si dans le Nord Finistère, autour de Brest, le zinc fait encore concurrence à l'ardoise, celle-ci a emporté aujourd'hui l'adhésion de tous.

Les matériaux de remplacement qui sont apparus, l'imitent et peuvent très bien être utilisés (amiante ciment teinté dans la masse, bardeaux d'asphalte).

Cependant si vous le pouvez, employez l'ardoise bleue ou les ardoises rustiques, plus épaisses, de Sizun. Supprimez tous les accessoires en zinc que vous pourrez ou passez-les à la peinture teinte ardoise, et demandez à votre couvreur ces ouvrages qui font le charme des bâtiments anciens : des **noeues rondes**, des coyaux qui amortissent la raideur des pentes.

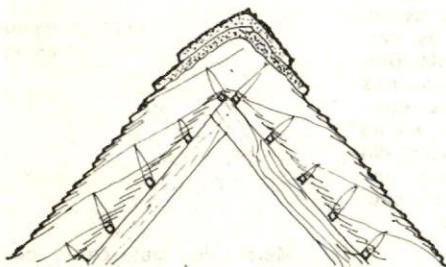
2^o) La zinguerie :

Si vous ne pouvez supprimer la gouttière, **mettez une gouttière plate**, dite « de Laval » ; on n'en voit en façade que la planche perpendiculaire cachant le relevé en zinc, et pas de ces crochets dits de sécurité qu'on voit tant dans le Morbihan. Les descentes d'eaux pluviales peuvent très bien être encastrées dans les murs si ceux-ci sont en grosse maçonnerie.

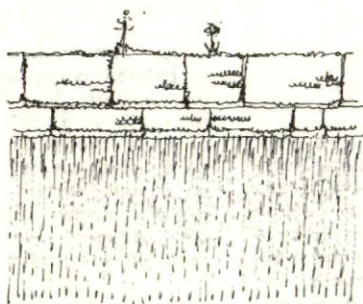
3^o) Le chaume :

Le chaume est un matériau agréable ; végétal, il se confond dans un environnement rural, avec la nature. Autrefois paille de seigle et maintenant roseau, il doit recouvrir des formes sobres et simples, sans accidents qui se traduiront par des impossibilités techniques ou des horreurs.

Pas de tuiles hollandaises au faitage mais des **plaques de gazon**.

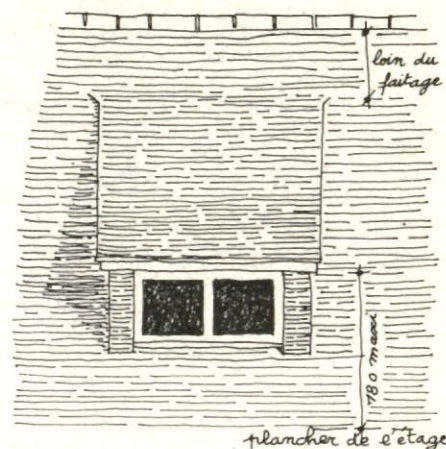


faitage en mottes de gazon

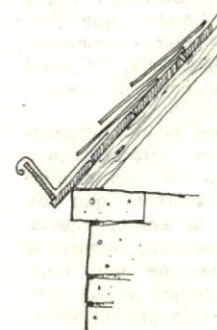


Au raccordement sur les pignons, il faut des **chevronnières** (sinon vous aurez une chaumière normande), pas de croupes surtout. Le chaume doit mordre nettement sur ces chevronnières.

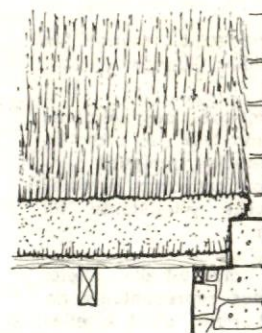
(à suivre)



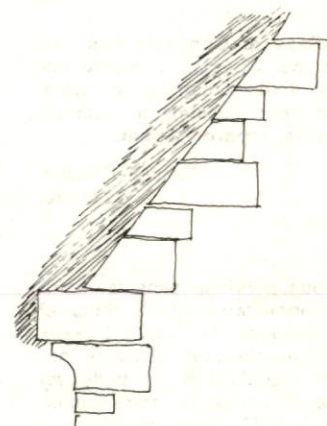
soulèvement de toit



gouttière plate



chevronnières





COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

POUR LA QUALITE...

Chaque lecteur aura « par-couru » comme nous-mêmes le deuxième article moche depuis un an sur le Cercle Celtique Brizeux de Lorient que Joël Guégan, conseiller municipal de cette même ville, se croit intelligent de nous soumettre.

Il est certes moins fatigant de juger les interprétations journalistiques de professionnels qui travaillent, que de s'adresser à la source même. S'il n'avait pas osé signer le premier papier de son nom, désormais satisfait de sa prose, il n'a plus la pudeur de la discrétion.

Nous pouvons supposer au sujet de cet article, qu'un spectacle d'estropiés, de borgnes,

et de cul-de-jattes... ravirait les yeux de Joël Guégan.

Hélas malgré ses facilités d'intervention sur le plan lorientais depuis quelques années, nous continuons à noter la médiocrité persistante de son action.

L'U.D.B. mérite-t-elle mieux en ayant des représentants de valeur à Lorient, c'est à elle-à elle-même de se juger. A deux jeunes qui vendaient ce numéro le 19 février à notre Fest-Noz, nous leur avons conseillé pour essayer d'en vendre un peu, de spécifier l'article consacré à notre Association.

« Beau et Con à la fois » trait Joël Guégan, le même numéro nous le montre en photo, nous vous laissons le soin de faire le rapprochement.

Cercle Brizeux,
Lorient.

Nous publions sans la moindre modification (titre compris) une réponse du Cercle Brizeux à un article paru dans le numéro 159 du P.B. La balle est dans le camp de notre camarade Joël Guégan... mais y est-elle vraiment ?

NOUS NE SOMMES PAS LES SEULS

Ayant appris par « Le Peuple Breton » que FR3 avait refusé à l'Union Démocratique Bretonne le droit de passer à l'émission « Tribune libre », je voudrais vous donner l'information suivante : la Fédération des Officiers et des Sous-Officiers de réserve Républicains s'est vue également refuser le même droit il y a deux mois, sous le prétexte qu'elle « n'exprimait pas un courant de pensée ». Et pourtant cette organisation qui regroupe, depuis le 6 février 1934, tous les cadres de réserve attachés à l'idée d'une armée liée au peuple et la Nation, reposant notamment sur l'existence des réserves nombreuses et instruites, a fait preuve depuis bien longtemps de sa représentativité.

Et comme vous, nous constatons que tel n'est pas le cas de bien des groupes qui ont pu avoir accès à cette émission : ainsi un groupe, animé par un certain sergent, dont on a beaucoup (trop) parlé il y a un ou deux ans, et qui, lui, cherche plutôt à entraîner l'armée sur des sentiers nettement fascisants.

J. Kergomard,
Paris.

PAS TOUJOURS D'ACCORD... MAIS

Je ne suis pas toujours d'accord avec vous, comme certains de vos lecteurs, mais comme eux je suis obligé d'admettre que vous êtes le seul faire valoir de notre peuple, par vos informations, par vos prises de position, par votre présence (grandissante) aux élections, etc... C'est pourquoi je vous aiderai chaque fois qu'il sera utile d'agir. Aujourd'hui encore je fais de mon mieux pour que la pétition « F.R.3 » soit remplie de signatures.

N., Val-de-Marne.

KISTINID / QUISTINIC

Oh village où je suis née
Tu luttas pour garder encore
[près de toi
Tes fils tant aimés,
Sais-tu que moi aussi je par-
[tirai, là-bas...
Oh village où j'ai germé
Tu luttas pour donner les meil-
[leures moissons
De toutes tes années,
Sais-tu que pas à pas s'en
[vont tous tes garçons
Oh vieux village regretté
Tu luttas pour garder le fleau
[d'autrefois
Qui sert à décorer,
Ne peux-tu pas taire la bat-
[teuse juste une fois ?
Oh vieux village à danser
Tu luttas pour que les vieux
[dansent encore la ridée
Du même pas léger,
A force de labeur ils ont les
[reins brisés
Oh vieux village déserté
J'ai lutté pour qu'unies soient
[nos destinées
Mais j'ai dû m'en aller
Il n'y avait plus de bras pour
[me faucher les blés.

Patricia Le Roux,
(16 ans)
Quistinic.

LE VIRUS BRETON

Vous trouverez sous ce pli la pétition parue dans le dernier numéro du « Peuple Breton ». Il y a 281 signatures et nous avons dû faire quelques photocopies. Le mérite en revient surtout à mon camarade Danel Danjoux qui s'est vraiment « défoncé » pour recueillir les signatures.

...Si je n'avais pas trouvé la méthode Assimil de Fanch Morvannou, je n'aurais peut-être jamais eu envie de connaître la Bretagne et les Bretons. Quelle langue magnifique et mystérieuse, mais qu'elle est difficile !

Maintenant c'est trop tard :

le virus a fait son œuvre. Depuis, il y a toujours une conversation qui se branche sur la Bretagne, non pas la Bretagne de Bécassine, des dolmens (d'ailleurs fort beaux) ou des binious, mais sur la langue qui n'est pas un patois, mais un instrument de communication plus vieux que le « Francien », sur les problèmes du littoral (le béton), sur les petits paysans, sur les usines qui tournent tant que les patrons parisiens ne retirent pas leurs billes : le jour où il y a manque à gagner, c'est au Breton d'aller tenter sa chance ailleurs !...

C. Muet,
51, Muizon.

PARIS CAMBRONNE

Le nouveau quotidien de gauche qui doit sortir prochainement a choisi son nom. Vous le savez sans doute, c'est le « Matin de Paris ». Il nous faudra donc prononcer tous les jours ces cinq lettres (auxquelles nous associerons volontiers celles de Cambronne) si nous voulons notre « information de gauche ». Une fois de plus, la lumière, celle du matin, de l'espoir, de la vérité... devra nous venir de Paris-la-France...

M.C. Combes,
Rennes.

POUR ETRE IL FAUT SE BATTRE

Merci de tout cœur pour votre journal qui chaque mois m'apporte des nouvelles de mon pays natal. Je souhaite que ses quelques pages apportent autant de douceur à l'exil de tous les Bretons abonnés au P.B. qu'elles m'en apportent.

Depuis trois ans maintenant je dois souvent me battre pour

faire comprendre à ceux qui m'entourent pourquoi nous revendiquons nos droits en Bretagne. Mais hélas, malgré le renouveau breton, je ne rencontre qu'incompréhension et railleries de toutes sortes, basées la plupart du temps sur un parti pris imbécile et un refus systématique de reconnaître toute culture étrangère, minoritaire de surcroît.

Alors, que nous reste-t-il, à nous Bretons en exil, pour ne pas perdre la foi en notre pays ? Nous nous abreuvons des paroles de Glenmor, Servat et autres, et assistons aux rares festou-noz donnés dans la région. Mais quand s'achève chacun de ces trop brefs instants de retour aux sources, il nous reste un goût amer dans la bouche : ces quelques heures de communion entre Bretons et autres, quand pourrions-nous les faire reconnaître comme partie intégrante d'une culture, et non plus comme du folklore ? Car pour bien des non-Bretons, la Bretagne ne représente encore que coiffes, biniouseries et « traou mad »...

« Pour être, il faut se battre. Le jeu en vaut la chandelle » (Glenmor).

N., 59, La Madeleine.

TOUS N'ONT PAS CETTE CHANCE

Je vous félicite pour votre journal que je trouve très bien. Vous voyez, je suis de Saint-Brieuc et, n'ayant pas de travail dans la région, j'ai émigré dans la région nantaise en 1968. Ici, j'ai du travail assuré. Malheureusement, tous les Bretons n'ont pas la chance comme moi de rester en Bretagne.

B., Thouaré.

SOCIETE MARIN



Studio J. Gétin

- Entreprise Générale du Bâtiment
- Spécialiste du pavillon en béton banché et traditionnel
- Son bureau d'études étant à votre disposition pour l'établissement de vos plans et devis

GUIPAVAS

Kerivarc'h-Lavallot

Tél. 84-16-50

BULLETIN D'ADHESION

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

déclare vouloir adhérer à l'UDB.

date :

Signature :

ABONNEZ-VOUS

LE PEUPLE BRETON

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

Souscrit un abonnement ordinaire : 30 F (1)
étranger : 40 F (1)
de soutien : à partir de 50 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 55 F (1)
A partir du N° Inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1) (1) Rayer les
chèque bancaire (1) mentions inutiles.
mandat lettre (1)

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

P^{UDB}BL VREIZH

en langue bretonne

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

Souscrit un abonnement ordinaire : 20 F (1)
étranger : 30 F (1)
de soutien : à partir de 30 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 45 F (1)
A partir du N° Inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1) (1) Rayer les
chèque bancaire (1) mentions inutiles.
mandat lettre (1)

C.C.P. RENNES 2746-79

LE PEUPLE BRETON

Edito

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

Les leçons des municipales

L'Union démocratique bretonne se félicite de la poussée populaire qui s'est manifestée lors de ces élections municipales » déclare le communiqué publié au lendemain du 2^e tour de ces élections par le service des Affaires extérieures du Parti. En effet, nous avons bien des raisons, sans sombrer dans le triomphalisme, d'être satisfait de cet événement qui fera date à la fois dans l'histoire de l'U.D.B. mais aussi dans celle du mouvement breton et, pourquoi pas ?, de la Bretagne tout court.

Récompense de nos militants et de leur dévouement, le succès important de l'U.D.B. (1 conseiller municipal sortant réélu et 35 nouveaux élus) est aussi la preuve de la justesse de notre analyse et de nos choix politiques. Alors que jamais, dans son histoire, le Mouvement breton en tant que tel n'avait réussi à faire élire les siens, l'Union démocratique bretonne sera présente, sous ses couleurs, dans 28 municipalités bretonnes au moins.

En dehors du bilan chiffré de ce succès, réalisé ailleurs dans ce journal, trois points essentiels sont à souligner.

Tout d'abord, l'U.D.B. n'a pas surestimé son importance lors des négociations préalables à l'Union de la gauche. Bien sûr, la loi électorale inepte nous empêche d'estimer notre part dans les villes de plus de trente mille habitants. Mais dans les autres agglomérations, la procédure du panachage nous a permis de constater que dans presque tous les cas, les électeurs ont — par leur vote — amélioré la position de nos candidats sur les listes. Prenons le seul exemple du Trégor : à Berhet-Confort notre candidat est premier élu avec 91,66 % des voix ; à Lannion-Brelevenez, il est second de la gauche avec 57,68 % des suffrages ; à Lannion-ville, bien que non élu, il fait 13,6 % de plus que la moyenne des candidats de gauche en balottage, etc...

De plus, nous avons — eu raison des « blocages » de certains partenaires de gauche ou de leur absence — des candidats ou des listes uniquement U.D.B. Aucun d'entre eux, aucune d'entre elles ne fait moins de 5 % des voix. A Lanester, où nous demandions un siège, notre score nous aurait autorisé à en réclamer 2. Non élues à La Feuillée, deux de nos camarades rassemblent une moyenne de 40 % des voix sur leur candidature et à Mousterv, un camarade passe au premier tour avec 56,87 % des voix alors qu'il était candidat U.D.B. isolé.

Le second point qui paraît essentiel, c'est que l'apport de notre présence a été déterminant. Sans s'attarder sur l'exemple de Nantes où la justesse du score justifie l'intérêt pour la Gauche unie d'une candidature U.D.B., le cas de Brest est, à cet égard exemplaire. Alors qu'il y a 6 ans l'U.D.B. avait rassemblé sur sa liste plus de 2600 voix, la gauche unie (avec l'U.D.B.) arrache la mairie à la droite avec 32 voix d'avance ! Les 120 militants U.D.B. de Brest représentent 4 fois cet écart ! Cette élection prouve que seule une véritable union entre les partis de gauche peut assurer en Bretagne la victoire des travailleurs. Nous qui avons partout été les fervents défenseurs de cette union, et ceci depuis 1964, nous espérons que la leçon ne sera pas perdue. Car si la Bretagne s'est magistralement débarrassée des Lombard, Berest, Morice et autres notables ou aspirants notables, c'est tout de même un peu à l'U.D.B. qu'on le doit.

La myopie bien parisienne de la presse hexagonale lui a fait insister à outrance sur la place des « écologistes » et taire presque totalement notre présence. Et pourtant, en Bretagne, l'U.D.B. vaut — et bien plus — les « candidats verts » et notre appui à la gauche a été le plus souvent bien plus déterminant.

Et là réside la troisième leçon à tirer de ce scrutin. En Bretagne sur 11 villes de plus de 30.000 habitants, nous étions présents dans 10 d'entre-elles. Sur ces 10, 8 sont tombées ou restées à gauche. Et l'U.D.B. siège désormais dans toutes ces municipalités de gauche, sauf à Saint-Brieuc où 88 voix nous ont manqué pour permettre à notre allié communiste de venir en tête de la gauche. Ainsi l'U.D.B. représente une force de gauche en Bretagne avec laquelle il faudra désormais compter. Dans le combat pour la libération du peuple breton, nous avons prouvé que nos choix étaient les bons et que notre peuple les approuvait de plus en plus. Quelle différence avec la situation corse ou occitane qui faisait encore récemment la une des journaux ! Quelle différence aussi avec l'impasse où se trouve le terrorisme breton. En Bretagne, désormais, la responsabilité passe par l'U.D.B. Cela aussi est une leçon des scrutins historiques des 13 et 20 mars 1977.

UDB